

Commission des Affaires culturelles

1981				
Loi n° 81-766 du 10/08/1981	Article 11	Rapport au parlement sur l'application de la loi du 10 août 1981 relative au prix du livre et sur la politique du Gouvernement en faveur du livre et de la lecture	Rapport déposé le 15/06/1983	
1982				
Loi n° 82-652 du 29/07/1982	Article 91	Rapport sur le bilan de l'application de certaines dispositions de la loi relatives à la programmation des oeuvres cinématographiques en salle	Rapport déposé le 02/04/1986	Article abrogé par la loi n° 86-1210 du 27 novembre 1986
Loi n° 82-1098 du 23/12/1982	Article 8		Pas de dépôt	
1984				
Loi n° 84-52 du 26/01/1984	Article 69	Rapport sur l'application de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur	Rapport déposé le 17/12/1985	Rapport avant le 01-10-1985
Loi n° 84-937 du 23/10/1984	Article 25	Rapport de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse	Rapport déposé le 09/04/1986	Loi abrogée par la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986
1985				
Loi n° 85-97 du 25/01/1985	Article 9 alinéa 18 Art. 15-3 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983		Pas de dépôt	le Gouvernement doit présenter ce rapport à l'ouverture de la première session ordinaire de 1989-1990. Cet article a été modifié par la loi n° 90-586;
1986				
Loi n° 86-1067 du 30/09/1986	Article 59 division 2 alinéa 5	Avis de la commission de la privatisation du 4 février 1987	Rapport déposé le 04/02/1987	Avis Avis
Loi n° 86-1067 du 30/09/1986	Article 59 division 2 alinéa 5	Avis de la commission de la privatisation du 23 juin 1987	Rapport déposé le 23/06/1987	Avis Avis
1988				
Loi n° 88-12 du 05/01/1988	Article 3	Rapport prévu au titre de l'article 3 de la loi de programme n°88-12 du 15 janvier 1988 relative au patrimoine monumental.	Rapport déposé le 15/09/1988	Ce rapport a été envoyé au Parlement mais ne lui a pas été présenté officiellement comme le prévoit l'article 3 de la présente loi.

Commission des Affaires culturelles

1988				
Loi n° 88-12 du 05/01/1988	Article 4	Rapport prévu au titre de l'article 4 de la loi de programme n°88-12 du 5 janvier 1988 relative au patrimoine monumental.	Rapport déposé le 18/01/1989	Ce rapport a été présenté au Parlement avec 9 mois de retard.
Loi n° 88-20 du 06/01/1988	Article 16		Rapport déposé le 31/10/1991	
1989				
Loi n° 89-25 du 17/01/1989	Article 9 Art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, 2ème phrase		Rapport déposé le 15/10/1990	Rapports d'activités du CSA : 1989; 1990; 1991; 1992; 1993; 1994; 1995; 1996 ; 1997 ; 1998
Loi n° 89-25 du 17/01/1989	Article 22	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'avenir du secteur public audiovisuel, ses missions et ses moyens.	Rapport déposé le 27/04/1989	
Loi n° 89-432 du 28/06/1989	Article 3 alinéa 3		Pas de dépôt	Rapport au Parlement
Loi n° 89-486 du 10/07/1989	Article 36	premier bilan d'application de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation, établi en application de l'article 36 de cette loi	Rapport déposé le 31/12/1992	Rapport présenté au Parlement avant 1992
1991				
Loi n° 91-645 du 10/07/1991	Article 1 alinéa 3		Pas de dépôt	
1992				
Loi n° 92-654 du 13/07/1992	Article 3 division I alinéa 5		Rapport déposé le 13/02/1996	rapports : 93/94
Loi n° 92-654 du 13/07/1992	Article 3 division II alinéa 4		Rapport déposé le 23/03/1994	rapports : 1993
1993				
Loi n° 93-20 du 07/01/1993	Article 4		Pas de dépôt	
Loi n° 93-1437 du 31/12/1993	Article 3	rapport au parlement sur la loi de programme relative au patrimoine monumental	Rapport déposé le 02/10/1995	rapports d'exercice : 1994 (2/10/95) ; 1995 (25/09/96) ; 1996 (21/10/97) ; 1998 (8/11/99)
1994				
Loi n° 94-88 du 01/02/1994	Article 1er	rapport au parlement du conseil supérieur de l'audiovisuel en application de la loi n° 94-88	Rapport déposé le 06/04/1994	

Commission des Affaires culturelles

1994				
Loi n° 94-88 du 01/02/1994	Article 17	Bilan de l'usage des fréquences affectées à la radiodiffusion sonore et à la télévision par voie hertzienne terrestre	Rapport déposé le 01/01/1996	Rapport au parlement
Loi n° 94-665 du 04/08/1994	Article 22		Rapport déposé le 03/10/1994	rapports : 1994 ; 1995 ; 1996 (I+II) ; 1997 (I+II) ; 1998 (I+II) ; 1999 (I+II)
1995				
Loi n° 95-836 du 13/07/1995	Article 6	Rapport d'étape sur l'état d'exécution de la loi de programmation du "nouveau contrat pour l'école"	Rapport déposé le 31/10/1996	
Loi n° 95-836 du 13/07/1995	Article 6		Pas de dépôt	
1999				
Loi n° 99-223 du 23/03/1999	Article 15 alinéa 7		Pas de dépôt	
Loi n° 99-587 du 12/07/1999	Article 10 alinéa 1		Rapport déposé le 07/11/2002	Transmis aux services du Premier ministre
2000				
Loi n° 2000-627 du 06/07/2000	Article 26	du gouvernement au Parlement sur la situation du spot professionnel présenté en application de l'article 26 de la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives	Rapport déposé le 01/12/2000	
Loi n° 2000-627 du 06/07/2000	Article 29 alinéa 4 Art. 33 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984	Rapport au Parlement et au Gouvernement portant sur le développement des activités physiques et sportives	Rapport déposé le 21/08/2003	
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 3 alinéa 7 Art. 43-11 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 15 alinéa 12 Art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986	Audition de M. Marc Tessier, président de France Télévisions, devant la commission des affaires culturelles sur le contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions	Rapport déposé le 16/01/2002	

Commission des Affaires culturelles

2000				
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 15 alinéa 15 Art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986	Rapport du Gouvernement sur la situation et la gestion des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée et complétée relative à la liberté de communication	Rapport déposé le 18/09/2001	
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 15 alinéa 23 Art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 38 alinéa dernier Art. 26 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 46		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 59 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 83	Rapport au Parlement sur la situation des réalisateurs de télévision	Rapport déposé le 01/12/2001	
Loi n° 2000-719 du 01/08/2000	Article 92		Pas de dépôt	
2001				
Loi n° 2001-44 du 17/01/2001	Article 14 alinéa 1		Pas de dépôt	
2002				
Loi n° 2002-5 du 04/01/2002	Article 20 alinéa 1		Pas de dépôt	
2003				
Loi n° 2003-517 du 18/06/2003	Article 5		Pas de dépôt	
2005				
Loi n° 2005-5 du 05/01/2005	Article 5		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-380 du 23/04/2005	Article 9 alinéa 10 Art. L. 122-1-1 du code de l'éducation		Pas de dépôt	

Commission des Affaires économiques

1985				
Loi n° 85-30 du 09/01/1985	Article 17		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement sur les conditions d'instauration d'un système de péréquation des prix de vente des carburants
Loi n° 85-30 du 09/01/1985	Article 56	Rapport sur les conditions d'une adaptation de la loi 73-1193	Rapport déposé le 11/09/1985	Rapport sur les conditions d'une adaptation de la loi 73-1193
Loi n° 85-30 du 09/01/1985	Article 58		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Pt du Conseil national de la montagne sur les mesures prises par l'Etat en faveur des commerçants et des artisans
Loi n° 85-30 du 09/01/1985	Article 102	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la présente loi et sur les mesures spécifiques prises en faveur de la montagne	Rapport déposé le 01/01/1998	
1986				
Loi n° 86-2 du 03/01/1986	Article 41	au Parlement sur l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral et sur les mesures spécifiques prises en faveur du littoral	Rapport déposé le 01/02/1999	
1988				
Loi n° 88-1261 du 30/12/1988	Article Unique division VIII Art. 23-5 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975	Rapport au Parlement sur l'importation et l'exportation de déchets en 1992	Rapport déposé le 01/04/1995	
1989				
Loi n° 89-1008 du 31/12/1989	Article 12	rapport du Gouvernement sur les pratiques tarifaires entre entreprises en France	Rapport déposé le 05/02/1991	
Loi n° 89-1010 du 31/12/1989	Article tous	Rapport du Gouvernement sur l'application de la loi 89-1010	Rapport déposé le 07/01/1992	
1990				
Loi n° 90-85 du 23/01/1990	Article 1	Rapport sur les travaux communautaires sur le contrôle des ateliers hors sol	Rapport déposé le 13/06/1991	

Commission des Affaires économiques

1990				
Loi n° 90-85 du 23/01/1990	Article 64	Rapport d'étape et simulation sur la réforme des cotisations sociales et sur la prise en compte des aléas climatiques et économiques	Rapport déposé le 01/07/1991	
Loi n° 90-449 du 31/05/1990	Article 1 alinéa 3	Bilan 1995	Rapport déposé le 01/05/1997	Ce bilan doit être rendu public tous les ans
Loi n° 90-568 du 02/07/1990	Article 2	Rapport sur les conditions et implications d'une extension des activités financières de la poste	Rapport déposé le 04/09/1991	
Loi n° 90-568 du 02/07/1990	Article 21 alinéa 9		Pas de dépôt	Rapport avant le 31-12-1996
Loi n° 90-568 du 02/07/1990	Article 48		Rapport déposé le 30/09/1996	Rapport avant le 01-01-1994
Loi n° 90-1170 du 29/12/1990	Article 26	Rapport sur le bilan de la répartition des fréquences radioélectriques et les orientations de gestion du spectre	Rapport déposé le 07/04/1992	avant le 01/10/1991
1991				
Loi n° 91-662 du 13/07/1991	Article 47		Pas de dépôt	Rapport avant le 19-07-1995
Loi n° 91-1381 du 30/12/1991	Article 4	Reflexions sur la réversibilité des stockages	Rapport déposé le 30/06/1998	
Loi n° 91-1381 du 30/12/1991	Article 4	Rapport d'évaluation n° 1	Rapport déposé le 01/06/1995	
Loi n° 91-1385 du 31/12/1991	Article 5		Pas de dépôt	Rapport avant le 01-01-1993
1992				
Loi n° 92-3 du 03/01/1992	Article 48		Rapport déposé le 01/04/1993	Rapport avant le 04-01-1993
Loi n° 92-60 du 18/01/1992	Article 10	Rapport sur l'application de la législation sur la publicité comparative	Rapport déposé le 01/05/1994	Rapport sur l'application de la législation sur la publicité comparative avant le 02-04-1994
Loi n° 92-496 du 09/06/1992	Article 1 division XIV	sur l'application de livre V du code de travail des ports sur la répercussion sur l'ensemble des acteurs de la filière portuaire et maritime des gains de productivité tarifaires des activités de la manutention et sur l'évolution de l'ensemble de la manutention dans les ports français	Rapport déposé le 30/06/2001	

Commission des Affaires économiques

1992				
Loi n° 92-613 du 06/07/1992	Article 13		Pas de dépôt	Rapport avant le 06-07-1995
Loi n° 92-613 du 06/07/1992	Article 16	Rapport sur le bilan de la réglementation applicable à l'indemnisation des dégâts de gibier	Rapport déposé le 04/04/1997	Rapport avant le 01-10-1993
Loi n° 92-646 du 13/07/1992	Article 13	Rapport sur l'application de la loi	Rapport déposé le 28/10/1994	Rapport chaque année
Loi n° 92-1445 du 31/12/1992	Article 5		Pas de dépôt	
Loi n° 92-1442 du 31/12/1992	Article 6	Rapport sur l'application de la loi relative aux délais de paiement entre les entreprises et le principe de la réserve de propriété	Rapport déposé le 15/12/1994	Rapport avant le 02-04-1994
Loi n° 92-1442 du 31/12/1992	Article 7	Rapport sur l'application de la loi relative aux délais de paiement entre les entreprises et le principe de la réserve de propriété (Concerne également l'article 6)	Rapport déposé le 15/12/1994	Rapport avant le 31-05-1993
Loi n° 92-1443 du 31/12/1992	Article 21	Rapport sur l'activité pétrolière en France	Rapport déposé le 30/04/1994	
Loi n° 92-1444 du 31/12/1992	Article 15		Pas de dépôt	
1993				
Loi n° 93-949 du 26/07/1993	Article 8		Pas de dépôt	
1994				
Loi n° 94-126 du 11/02/1994	Article 51		Rapport déposé le 25/04/1995	Rapport du Ministère des entreprises
Loi n° 94-591 du 15/07/1994	Article 2	Rapport du Gouvernement ai Parlement sur l'application de la loi n° 94-591 du 15 juillet 1994 fixant les dates de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs	Rapport déposé le 15/06/1998	Rapport avant le 15-07-1996
Loi n° 94-591 du 15/07/1994	Article tous	rapport sur l'état d'application de la loi 94-591	Rapport déposé le 15/06/1998	
1995				
Loi n° 95-2 du 02/01/1995	Article 6	Rapport sur les conditions d'application de la loi n°95-2 du 2 janvier 1995 et sur ses conséquences en matière d'évolution des prix des fermages	Rapport déposé le 01/03/1998	Rapport avant le 01-01-1997
Loi n° 95-74 du 21/01/1995	Article 9		Pas de dépôt	Rapport avant le 31-12-2000
Loi n° 95-95 du 01/02/1995	Article 17		Pas de dépôt	Rapport avant le 02-02-1997

Commission des Affaires économiques

1995				
Loi n° 95-95 du 01/02/1995	Article 18		Pas de dépôt	Rapport avant le 02-02-1996
Loi n° 95-95 du 01/02/1995	Article 21		Pas de dépôt	Rapport avant le 02-02-1996
Loi n° 95-95 du 01/02/1995	Article 33 division III	rapport sur la charte nationale de l'installation	Rapport déposé le 20/02/1996	
Loi n° 95-95 du 01/02/1995	Article 33	Charte nationale pour l'installation en agriculture	Rapport déposé le 20/02/1996	Charte avant le 01-11-1995
Loi n° 95-95 du 01/02/1995	Article 37		Pas de dépôt	Rapport avant le 01-02-1996
Loi n° 95-95 du 01/02/1995	Article 46	Rapport sur la situation des conjoints d'exploitants et des autres membres de la famille participant aux travaux des exploitations	Rapport déposé le 01/09/1995	Rapport avant le 01-08-1995
Loi n° 95-95 du 01/02/1995	Article 68		Pas de dépôt	Rapport dans le cadre du projet de loi de finances
Loi n° 95-101 du 02/02/1995	Article 15		Pas de dépôt	Rapport en annexe à la loi de finances de l'année
Loi n° 95-101 du 02/02/1995	Article 31		Pas de dépôt	
Loi n° 95-101 du 02/02/1995	Article 62	Taxe sur le stockage des déchets; Bilan de deux années d'utilisation du Fmgd	Rapport déposé le 01/10/1995	
Loi n° 95-101 du 02/02/1995	Article 83		Rapport déposé le 07/06/1996	Rapport avant le 03-05-1995
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 31		Pas de dépôt	Rapport avant le 05-02-1996
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 33 alinéa Dernier		Rapport déposé le 18/09/1996	Rapport dans le projet de loi de finances de l'année
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 48		Pas de dépôt	Propositions avant le 5-8-1996
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 60		Pas de dépôt	Propositions avant le 01-09-1995
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 66		Rapport déposé le 18/09/1996	Rapport en annexe à la loi de finances de l'année
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 68		Pas de dépôt	Rapport avant le 02-04-1996
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 74		Pas de dépôt	Rapport avant le 5-8-1996
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 78		Pas de dépôt	Rapport avant le 05-08-1996
Loi n° 95-115 du 04/02/1995	Article 87		Pas de dépôt	Rapport avant le 05-02-1999

Commission des Affaires économiques

1996				
Loi n° 96-162 du 04/03/1996	Article 1 Art. L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation	Rapport sur l'application du supplément de loyer de solidarité	Rapport déposé le 01/11/1997	
Loi n° 96-162 du 04/03/1996	Article 1er alinéa 2 Art. L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation	Rapport sur l'application du loyer de solidarité	Rapport déposé le 02/06/2000	
Loi n° 96-162 du 04/03/1996	Article 6 alinéa 1 Art. L. 442-5 du code de la construction et de l'habitation	L'occupation des logements d'habitations à loyer modéré et son évolution	Rapport déposé le 01/10/1997	Rapport le 1er avril, le 1er juillet 1997, puis tous les 3 ans
Loi n° 96-299 du 10/04/1996	Article 7		Pas de dépôt	Rapport d'information avant le 11-04-1999
Loi n° 96-588 du 01/07/1996	Article 15 division III Art. 37-1 de l'ordonnance n° 86-1243		Pas de dépôt	Rapport avant le 01-03-1997
Loi n° 96-588 du 01/07/1996	Article 18		Pas de dépôt	Rapport avant le 01-10-1997
Loi n° 96-603 du 05/07/1996	Article 1 alinéa dernier		Pas de dépôt	Rapport avant le 31-12-1996
Loi n° 96-603 du 05/07/1996	Article 4 alinéa 13	Rapport relatif à l'expérimentation des schémas de développement commercial en 1997	Rapport déposé le 31/12/1997	Rapport avant le 31-12-1997
Loi n° 96-603 du 05/07/1996	Article 5		Pas de dépôt	Rapport avant le 30-09-1998
Loi n° 96-603 du 05/07/1996	Article 14 alinéa 1 Art. 36-6 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973	Rapport sur les multiplexes	Rapport déposé le 01/05/1997	Rapport avant le 31-12-1996
Loi n° 96-603 du 05/07/1996	Article 14 alinéa 2 Art. 36-6 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973		Pas de dépôt	Rapport chaque année avant le 31 décembre
Loi n° 96-603 du 05/07/1996	Article 16 division III	Bilan des disposition sde la l'article 16 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat	Rapport déposé le 26/09/2003	Rapport daté de novembre 2001 et déposé en sepembre 2003
Loi n° 96-603 du 05/07/1996	Article 17		Pas de dépôt	Rapport avant le 05-04-1997
Loi n° 96-659 du 26/07/1996	Article 3 division III	Rapport annuel	Rapport déposé le 30/09/1996	
Loi n° 96-659 du 26/07/1996	Article 8 division V Art. L. 35-3 du code des postes et télécommunications	Financement du service universel des télécommunications	Rapport déposé le 30/10/2000	

Commission des Affaires économiques

1996				
Loi n° 96-659 du 26/07/1996	Article 8 division V Art. L. 35-7 du code des postes et télécommunications	Rapport au Gouvernement sur le service public des télécommunications	Rapport déposé le 31/12/2000	
Loi n° 96-659 du 26/07/1996	Article 8 alinéa 1 Art. L. 35-7 du code des postes et télécommunications	pour l'accès de tous à la téléphonie mobile et la couverture du territoire	Rapport déposé le 01/07/2001	Rapport au moins une fois tous les 4 ans
Loi n° 96-659 du 26/07/1996	Article 8 alinéa 1 Art. L. 35-7 du code des postes et télécommunications	Le service public des télécommunications	Rapport déposé le 08/01/2002	
Loi n° 96-659 du 26/07/1996	Article 8 Art. L. 36-14 du code des postes et télécommunications	Rapport d'activité pour 1997	Rapport déposé le 27/05/1998	
Loi n° 96-659 du 26/07/1996	Article 23	Rapport sur la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie	Rapport déposé le 14/10/1998	Rapport demandé avant le 1er octobre 1997
Loi n° 96-1139 du 26/12/1996	Article 3	Rapport sur l'exécution du service public de l'équarrissage	Rapport déposé le 20/06/2000	
Loi n° 96-1236 du 30/12/1996	Article 4 alinéa 3		Pas de dépôt	Rapport sur la qualité de l'air
Loi n° 96-1236 du 30/12/1996	Article 4		Pas de dépôt	Inventaire des substances polluantes, chaque année
Loi n° 96-1236 du 30/12/1996	Article 25		Pas de dépôt	Rapport lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1998, mis à jour tous les 2 ans
1997				
Loi n° 97-135 du 13/02/1997	Article 17		Pas de dépôt	Rapport dans un délai de 4 mois à compter de la clôture de l'expérimentation
Loi n° 97-1051 du 18/11/1997	Article 13	rapport sur l'exercice de la pêche dans la zone côtière de la France	Rapport déposé le 01/01/2000	
Loi n° 97-1051 du 18/11/1997	Article 20 alinéa 2		Pas de dépôt	
Loi n° 97-1051 du 18/11/1997	Article 52 alinéa 1	Le chômage à la pêche artisanale	Rapport déposé le 30/07/1998	
1998				
Loi n° 98-69 du 06/02/1998	Article 15 alinéa 1		Pas de dépôt	Rapport avant le 31-12-1998

Commission des Affaires économiques

1999				
Loi n° 99-5 du 06/01/1999	Article 11		Pas de dépôt	
Loi n° 99-5 du 06/01/1999	Article 23	relatif à la clarification et la simplification des procédures d'admission aux écoles vétérinaires	Rapport déposé le 21/04/1999	
Loi n° 99-533 du 25/06/1999	Article 4 alinéa 2° Art. 3 de la loi n° 95-115		Pas de dépôt	
Loi n° 99-533 du 25/06/1999	Article 36 division III Art. 42 de la loi n° 95-115		Pas de dépôt	
Loi n° 99-574 du 09/07/1999	Article 3	Rapport sur les retraites agricoles présenté par le gouvernement	Rapport déposé le 31/01/2001	au plus tard le 9 octobre 1999
Loi n° 99-574 du 09/07/1999	Article 18	L'assurance récolte et la protection contre les risques en agriculture	Rapport déposé le 01/12/2001	
Loi n° 99-574 du 09/07/1999	Article 91 alinéa 14 Art. 364 bis du code rural		Pas de dépôt	
Loi n° 99-574 du 09/07/1999	Article 141		Pas de dépôt	
2000				
Loi n° 2000-108 du 10/02/2000	Article 6 division I	rapport	Rapport déposé le 01/01/2001	
Loi n° 2000-108 du 10/02/2000	Article 32 alinéa 3	rapport	Rapport déposé le 01/01/2001	
Loi n° 2000-698 du 26/07/2000	Article 1 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-698 du 26/07/2000	Article 1 alinéa 4		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-698 du 26/07/2000	Article 28 division III		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-1208 du 13/12/2000	Article 139 Article 21-1 de la loi n° 82-1153		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-1208 du 13/12/2000	Article 142		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-1208 du 13/12/2000	Article 193 division 3° Art. 44 bis loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986		Pas de dépôt	

Commission des Affaires économiques

2001				
Loi n° 2001-6 du 04/01/2001	Article 25		Pas de dépôt	dans les six mois à compter du 4 janvier 2001
Loi n° 2001-43 du 16/01/2001	Article 15		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-153 du 19/02/2001	Article 4		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-602 du 09/07/2001	Article 1er Art. L. 3 du code forestier (3ème alinéa)		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-602 du 09/07/2001	Article 7		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-602 du 09/07/2001	Article 18		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-602 du 09/07/2001	Article 25		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-602 du 09/07/2001	Article 66 division XV		Pas de dépôt	
2003				
Loi n° 2003-9 du 03/01/2003	Article 3		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-346 du 15/04/2003	Article 8		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-590 du 02/07/2003	Article 58		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-590 du 02/07/2003	Article 79 alinéa dernier Art. L. 125-2-4 du code de la construction et de l'habitation		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-590 du 02/07/2003	Article 91 Art. 32 du CGI		Pas de dépôt	Avant le 15 septembre 2006
Loi n° 2003-698 du 30/07/2003	Article 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-710 du 01/08/2003	Article 5		Pas de dépôt	rapport annuel
Loi n° 2003-710 du 01/08/2003	Article 43		Pas de dépôt	avant le 31 décembre 2008
Loi n° 2003-721 du 01/08/2003	Article 34		Pas de dépôt	

Commission des Affaires économiques

2003				
Loi n° 2003-1365 du 31/12/2003	Article 1er division VII Art. L. 35-7 du code des postes et télécommunications		Pas de dépôt	
2004				
Loi n° 2004-575 du 21/06/2004	Article 52 division III		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-669 du 09/07/2004	Article 26 Art. L. 125 du code des postes et télécommunications		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-669 du 09/07/2004	Article 67 Art. 34-1-1 de la loi 86-1067		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-803 du 09/08/2004	Article 1er		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-803 du 09/08/2004	Article 19 alinéa dernier		Pas de dépôt	
2005				
Loi n° 2005-157 du 23/02/2005	Article 235 division II art. 41 loi n°86-2		Pas de dépôt	Rapport au Parlement tous les trois ans. Le premier rapport doit être déposé au plus tard un an après la promulgation de la loi DTR
Loi n° 2005-781 du 13/07/2005	Article 10 division II		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-781 du 13/07/2005	Article 16 alinéa 4		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-781 du 13/07/2005	Article 50		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-781 du 13/07/2005	Article 106		Pas de dépôt	

Commission des Affaires étrangères

1992				
Loi n° 92-9 du 04/01/1992	Article 47	Rapport au parlement sur les réserves militaires	Rapport déposé le 26/03/1993	Ce rapport, classifié -diffusion restreinte-, a été déposé auprès de la commission le 26 mars 1993
1994				
Loi n° 94-507 du 23/06/1994	Article 4		Pas de dépôt	
Loi n° 94-507 du 23/06/1994	Article 6		Rapport déposé le 20/12/1995	Rapport annuel non publié au JO
1996				
Loi n° 96-589 du 02/07/1996	Article 4	rapport au parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire et des mesures d'accompagnement économiques et sociales	Rapport déposé le 15/10/1997	le rapport pour l'année 1997a été déposé à l'automne 1997 par le ministère de la défense. Le rapport pour 1998 a été déposé en octobre 1998. Le rapport pour 1999 a été déposé en octobre 1999. Le rapport pour 2000 a été déposé en octobre 2000.
Loi n° 96-589 du 02/07/1996	Article 6	rapport au parlement sur les mesures d'aide et de soutien à l'exportation des matériels de défense	Rapport déposé le 11/12/1997	rapport adressé le 11 décembre 1997 au président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat par le ministère de la défense. Le rapport sur les exportations d'armements de la France pour 1998 a été publié en mars 2000 par le ministère de la défense.

Commission des Affaires étrangères

1996				
Loi n° 96-1111 du 19/12/1996	Article 15		Rapport déposé le 15/10/1997	le rapport pour l'année 1997 a été déposé à l'automne 1997; il s'agit d'un rapport commun avec la loi de programmation militaire 96-589 du 2 juillet 1996 pour les années 1997 à 2002. Le rapport 1998 a été déposé en octobre 1998. Le rapport 1999 a été déposé en octobre 1999
1997				
Loi n° 97-1019 du 28/10/1997	Article 9 alinéa 2		Pas de dépôt	"évaluation"
Loi n° 97-1019 du 28/10/1997	Article 9	rapport au parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire et des mesures d'accompagnement économique et sociale et sur la réforme du service national	Rapport déposé le 01/10/1999	Rapport au parlement
1998				
Loi n° 98-564 du 08/07/1998	Article 10		Pas de dépôt	Rapport du gouvernement
2000				
Loi n° 2000-242 du 14/03/2000	Article 24		Pas de dépôt	
2003				
Loi n° 2003-73 du 27/01/2003	Article 9		Pas de dépôt	

Commission des Affaires sociales

1982				
Loi n° 82-689 du 04/08/1982	Article 10 alinéa 1	L'expression des salariés : deux ans d'application dans les entreprises	Rapport déposé le 17/07/1985	
1983				
Loi n° 83-675 du 26/07/1983	Article 45 alinéa 2		Rapport déposé le 15/01/1984	Le Haut Conseil du Secteur Public a publié un rapport sur le champ d'application de la loi de démocratisation
1986				
Loi n° 86-33 du 09/01/1986	Article 34 alinéa 3		Rapport déposé le 31/12/1988	Rapport déposé par le Gouvernement tous les deux ans sur le bureau des assemblées parlementaires
Loi n° 86-33 du 09/01/1986	Article 47 alinéa 4		Rapport déposé le 31/12/1988	Rapport déposé tous les deux ans par le Gouvernement sur le bureau des assemblées parlementaires.
Loi n° 86-797 du 03/07/1986	Article 6 alinéa 1		Rapport déposé le 31/12/1987	Le premier rapport doit être présenté le 30 juin 1987 Rapport annuel
1987				
Loi n° 87-517 du 10/07/1987	Article 10 alinéa 3	Exécution de la loi du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés	Rapport déposé le 14/03/1992	Rapport annuel Rapport au parlement
Loi n° 87-517 du 10/07/1987	Article 10 alinéa 3	Rapport au Parlement sur l'exécution de la loi N°87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés au titre de l'année 1988	Rapport déposé le 02/04/1990	L'application des dispositions législatives sera progressive et répartie sur trois ans à partir du 1er janvier 1988. Le rapport annuel sera soumis au Parlement pendant cette période transitoire. Rapport annuel Rapport du gouvernement
Loi n° 87-517 du 10/07/1987	Article 10 alinéa 3	Rapport au Parlement sur l'exécution de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés au titre de l'année 1989	Rapport déposé le 01/03/1991	Rapport annuel Rapport au parlement

Commission des Affaires sociales

1988				
Loi n° 88-1088 du 01/12/1988	Article 52 alinéa 1	relatif au dispositif d'évaluation du RMI	Rapport déposé le 23/05/1989	Rapport du gouvernement au parlement
Loi n° 88-1088 du 01/12/1988	Article 52 alinéa 3	rapport d'évaluation prévu par l'article 52 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion--évaluation du RMI 1989-1992	Rapport déposé le 15/03/1992	
Loi n° 88-1088 du 01/12/1988	Article 52 alinéa 3	portant création de la Commission nationale d'évaluation relative au RMI	Rapport déposé le 06/09/1989	voir également le décret de nomination des membres de la commission (même JO)
1989				
Loi n° 89-18 du 13/01/1989	Article 3 alinéa 4 Art. 21 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986	d'information sur l'évolution des loyers des locaux à usage d'habitation dans le parc locatif privé	Rapport déposé le 06/03/1989	Le dépôt du rapport a été annoncé au cours de la séance du 3 avril 1989
Loi n° 89-18 du 13/01/1989	Article 11 division IV Art. 10 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987		Rapport déposé le 31/12/1990	
Loi n° 89-18 du 13/01/1989	Article 34	sur les dispositions législatives et réglementaires régissant les études médicales	Rapport déposé le 13/07/1990	Rapport du gouvernement au parlement avant le 30.06.1989. Le rapport a été officiellement déposé lors de la séance du 28 août 1990
Loi n° 89-488 du 10/07/1989	Article 8 division II		Rapport déposé le 31/12/1990	Bilan présenté dans le délai de deux ans et trois mois à compter de la date de promulgation de la loi. Accord sur l'égalité professionnelle signé le 23 novembre 1989 (Mise en conformité européenne). Bilan déposé chaque année par le Gouvernement
Loi n° 89-487 du 10/07/1989	Article 17	rapport au Parlement	Rapport déposé le 01/04/1996	le rapport porte sur l'année 1995
Loi n° 89-549 du 02/08/1989	Article 34	Rapport du Gouvernement au Parlement sur le recours au travail temporaire et à durée indéterminée	Rapport déposé le 13/10/1989	Le rapport doit être présenté au Parlement au plus tard le 15 octobre 1989.

Commission des Affaires sociales

1990				
Loi n° 90-613 du 12/07/1990	Article 42 alinéa 1	évolution du volume et des conditions du recours aux formes de travail précaire	Rapport déposé le 14/03/1992	Rapport du Gouvernement au Parlement avant le 31.12.1991.
Loi n° 90-1002 du 07/11/1990	Article 10		Rapport déposé le 31/12/1991	Rapport remis à la Commission nationale de la négociation collective
1991				
Loi n° 91-1 du 03/01/1991	Article 16		Pas de dépôt	de nombreuses modifications sont intervenues aux articles L.122-28-1 (lois n° 94-629 et loi n° 96-604) et l'article L. 122-28-4 a été abrogé par la loi n° 94-629, rendant la rédaction du rapport inutile
Loi n° 91-32 du 10/01/1991	Article 13 alinéa 1	Rapport du Conseil national de l'évaluation - Commissariat général du plan "la loi relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, rapport d'évaluation"	Rapport déposé le 20/04/2000	Rapport du Gouvernement au Parlement : doit être déposé le 1er-01-93 et 1er-01-95
Loi n° 91-1406 du 31/12/1991	Article 47 division XIV	rapport annuel sur le dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés	Rapport déposé le 07/10/1994	
Loi n° 91-1406 du 31/12/1991	Article 47 division XIV	rapport annuel sur le dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés	Rapport déposé le 01/03/1995	
Loi n° 91-1406 du 31/12/1991	Article 47 division XIV	rapport annuel sur le dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés	Rapport déposé le 01/09/1993	
Loi n° 91-1406 du 31/12/1991	Article 47 division XIV	rapport annuel sur le dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés contaminés par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH)	Rapport déposé le 15/05/1999	
Loi n° 91-1406 du 31/12/1991	Article 47 division XIV	rapport annuel sur le dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés contaminés par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) Neuvième et dixième exercices	Rapport déposé le 13/01/2003	

Commission des Affaires sociales

1992				
Loi n° 92-675 du 17/07/1992	Article 18		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement après le 31 décembre 1996. Modifié par la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997: bilan supprimé
Loi n° 92-722 du 29/07/1992	Article 29		Pas de dépôt	Rapport de la CNIL au Parlement : dans la forme souhaité par le législateur, le rapport ne paraîtra jamais; seules des études ponctuelles sont parues
Loi n° 92-722 du 29/07/1992	Article 34	Le rapport Robert publié 1° semestre 1993, relatif aux vacances dans trois grandes agglomérations a montré l'impossibilité de déterminer les causes réelles des vacances.	Rapport déposé le 30/05/1993	Rapport du Gouvernement au Parlement (un an après la promulgation de la loi du 29 juillet 1992).
Loi n° 92-1446 du 31/12/1992	Article 10 Art. L. 322-12 du code du travail		Pas de dépôt	modifié par l'article 43 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale
Loi n° 92-1446 du 31/12/1992	Article 12 Art. L. 322-4 3° du code du travail		Pas de dépôt	modifié par l'article 44 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale
Loi n° 92-1446 du 31/12/1992	Article 21 division I alinéa 4 Art. L. 320 du code du travail	relatif à la déclaration préalable à l'embauche	Rapport déposé le 01/02/1996	Rapport du gouvernement au parlement
Loi n° 92-1446 du 31/12/1992	Article 21 division I alinéa 4 Art. L. 320 du code du travail	relatif à l'artcile 21 de la présente loi	Rapport déposé le 01/06/1994	Bilan
1993				
Loi n° 93-5 du 04/01/1993	Article 1 Art. L. 567-13 du code de la santé publique	rapport annuel de l'agence du médicament	Rapport déposé le 15/01/1995	
Loi n° 93-5 du 04/01/1993	Article 1 Art. L. 567-13 du code de la santé publique	rapport d'activité 1996 de l'agence du médicament	Rapport déposé le 15/04/1997	
Loi n° 93-5 du 04/01/1993	Article 1 Art. L. 567-13 du code de la santé publique	rapport annuel de l'agence du médicament	Rapport déposé le 01/03/1996	
Loi n° 93-5 du 04/01/1993	Article 3 Art. L. 667-3 du code de la santé publique	rapport du comité de suivi de la sécurité transfusionnelle	Rapport déposé le 15/04/1994	

Commission des Affaires sociales

1993				
Loi n° 93-5 du 04/01/1993	Article 3 Art. L. 667-5 du code de la santé publique	rapport sur l'activité de transfusion sanguine présenté au Gouvernement en application de l'article L. 667-5 du code de la santé publique	Rapport déposé le 16/09/1994	
Loi n° 93-5 du 04/01/1993	Article 3 Art. L. 667-5 du code de la santé publique	rapport d'activité sur l'activité de transfusion sanguine	Rapport déposé le 01/02/1996	
Loi n° 93-121 du 27/01/1993	Article 7 division I alinéa 5 Art. L. 461-1 du code de la sécurité sociale	relative au guide destiné aux comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles institués par la loi n°93-121 du 27 janvier 1993	Rapport déposé le 17/02/1994	Note : bo 94/5
Loi n° 93-121 du 27/01/1993	Article 76		Pas de dépôt	
Loi n° 93-936 du 22/07/1993	Article 5 division II		Pas de dépôt	n'est plus nécessaire. Le rapport déposé au Parlement chaque année lors de la discussion du projet de loi sur le financement de la sécurité sociale, retrace le bilan de la branche vieillesse.
Loi n° 93-936 du 22/07/1993	Article 13		Pas de dépôt	
Loi n° 93-953 du 27/07/1993	Article 2		Pas de dépôt	Rapport adressé au Parlement lors de la présentation du projet de loi de finances modification par la loi n° 94-637 (art 14)
Loi n° 93-953 du 27/07/1993	Article 10		Rapport déposé le 15/03/1995	Le bilan doit être présenté au Parlement en décembre 1994. Un bilan n'a pas été présenté au Parlement mais nous avons demandé et obtenu un document de synthèse qui fait le point sur l'impact de la mesure. Ce bilan est annexé à la note d'application des lois du 15 mars 1995 et disponible à la Commission
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 3	concernant la création d'emplois dans les services marchands	Rapport déposé le 01/04/1995	Rapport en décembre 1994

Commission des Affaires sociales

1993				
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 5 division IV		Pas de dépôt	Rapport avant le 02-10-1994 Modifié par la loi 95-116 (art.100) et la loi 96-63.
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 39 division IV		Pas de dépôt	Rapport après expérimentation. Article 39 modifié par la loi n° 96-502 du 11-06-96 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction du temps conventionnels du temps de travail
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 53 alinéa 5	rapport d'activité 1993-1996 : évaluation des politiques régionales de formaztion professionnelle	Rapport déposé le 15/06/1996	première partie du rapport publiée
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 64	rapport du Gouvernement au Parlement-Article 64 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle	Rapport déposé le 26/04/1994	Rapport avant le 31-03-1994
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 78 alinéa 4	au premier ministre relatif au décret n° 96-6 du 5 janvier 1996 modifiant le décret n° 94-414 du 25 mai 1994 relatif au Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts	Rapport déposé le 05/01/1996	
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 78	les inégalités d'emploi et de revenus-- mise en perspective et nouveaux défis	Rapport déposé le 01/01/1996	Rapport annuel
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 79	sur le rapprochement de l'ANPE et de l'UNEDIC	Rapport déposé le 20/06/1994	
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 81		Pas de dépôt	Etude décembre 1994. A compter de juillet 1998 les rapports ou bilan font l'objet d'un contrôle en dehors de l'application strict des lois
Loi n° 93-1313 du 20/12/1993	Article 82 alinéa 1	rapport d'évaluation sur la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle	Rapport déposé le 01/01/1997	rapport relatif au chèque service (art.5) paru en janvier 1996
1994				
Loi n° 94-43 du 18/01/1994	Article 78		Pas de dépôt	Rapport en 1996
Loi n° 94-43 du 18/01/1994	Article 86		Pas de dépôt	Rapport annuel
Loi n° 94-43 du 18/01/1994	Article 87 division II		Pas de dépôt	Rapport avant le 31-12-1996

Commission des Affaires sociales

1994				
Loi n° 94-629 du 25/07/1994	Article 15 division II		Pas de dépôt	Bilan
Loi n° 94-629 du 25/07/1994	Article 42		Pas de dépôt	Bilan
Loi n° 94-638 du 25/07/1994	Article 8	sur l'équilibre financier et les effets sur l'emploi des dispositifs de la loi	Rapport déposé le 23/10/1996	Rapport annuel
Loi n° 94-637 du 25/07/1994	Article 13 Art. 10 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967	rapport annuel au parlement sur la securite sociale	Rapport déposé le 01/09/1995	
Loi n° 94-637 du 25/07/1994	Article 13 Art. 10 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967	rapport annuel au parlement sur la sécurité sociale	Rapport déposé le 18/09/1996	Rapport de la cour des comptes
Loi n° 94-637 du 25/07/1994	Article 14 division I Art. L. 111-3 du code de la sécurité sociale	relatif à la sécurité sociale présenté par le Gouvernement au Parlement en applicaton de l'article L. 111-3 du code de la sécurité sociale	Rapport déposé le 15/11/1994	
1995				
Loi n° 95-116 du 04/02/1995	Article 19 division IV Art. L. 567-13 du code de la santé publique	rapport annuel 1996 de l'agence du Médicament	Rapport déposé le 15/04/1997	
Loi n° 95-116 du 04/02/1995	Article 19 division IV Art. L. 567-13 du code de la santé publique	rapport annuel de l'agence du médicament	Rapport déposé le 01/03/1996	
Loi n° 95-116 du 04/02/1995	Article 26 Art. 13 de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993	ampleur et évolution des modes de contamination par le VIH et mesures en vue de renforcer la prévention de l'infection	Rapport déposé le 15/04/1995	
Loi n° 95-116 du 04/02/1995	Article 80 Art. L. 910-3 (1° alinéa) du code du travail		Pas de dépôt	
Loi n° 95-116 du 04/02/1995	Article 100 Art. 5-IV de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993		Pas de dépôt	réécrit par la loi 96-63
Loi n° 95-116 du 04/02/1995	Article 120 Art. L. 135-2 du code des juridictions financières		Pas de dépôt	Observations de la Cour des Comptes
Loi n° 95-882 du 04/08/1995	Article 6 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 95-882 du 04/08/1995	Article 6 alinéa 2		Pas de dépôt	
1996				
Loi n° 96-63 du 29/01/1996	Article 6 alinéa 2 Art. 5 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993		Pas de dépôt	

Commission des Affaires sociales

1996				
Loi n° 96-63 du 29/01/1996	Article 7 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 96-452 du 28/05/1996	Article 19		Pas de dépôt	Délai de 5 ans
Loi n° 96-452 du 28/05/1996	Article 42 division I	rapport en application de l'article 42 de la loi n° 96-452. Séance du sénat du 22 juin 1999 (J.O débat Sénat p.4163)	Rapport déposé le 22/06/1999	
Loi n° 96-502 du 11/06/1996	Article 4		Pas de dépôt	Bilan abrogé par la loi n° 98-461 relative à la réduction du temps de travail
Loi n° 96-985 du 12/11/1996	Article 6 division VII		Pas de dépôt	
Loi n° 96-987 du 14/11/1996	Article 45	Bilan des zones franches urbaines et des zones de redynamisation urbaine	Rapport déposé le 01/03/1999	Rapport annuel
Loi n° 96-1076 du 11/12/1996	Article 3	Rapport au Parlement "L'autisme, évaluation des actions conduites"	Rapport déposé le 18/01/2001	L'article 3 de la loi prévoit un dépôt avant le 31 décembre 2000
Loi n° 96-1160 du 27/12/1996	Article 3	rapport annexé au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002	Rapport déposé le 15/10/2001	
Loi n° 96-1160 du 27/12/1996	Article 3	rapport au Parlement sur les objectifs déterminant les conditions générales de l'équilibre financier de la sécurité sociale	Rapport déposé le 30/09/1997	
1997				
Loi n° 97-60 du 24/01/1997	Article 1 alinéa 3	Rapport du Comité National de la Coordination Gérontologique	Rapport déposé le 15/10/1999	
Loi n° 97-60 du 24/01/1997	Article 1 alinéa 3	rapport du Comité national de la coordination gérontologique	Rapport déposé le 15/12/1998	ce rapport doit être rendu public avant l'examen par le Parlement de la loi de financement de la sécurité sociale
Loi n° 97-210 du 11/03/1997	Article 30		Pas de dépôt	
Loi n° 97-940 du 16/10/1997	Article 12	rapport au Parlement sur la mise en oeuvre de la loi n°97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes	Rapport déposé le 30/01/1999	cf arrêté du 24/06/1998 portant création de traitements réalisés pour une enquête relative aux personnes bénéficiaires des dispositifs publics de politique d'emploi.

Commission des Affaires sociales

1997				
Loi n° 97-940 du 16/10/1997	Article 12	bilan d'étape du programme "nouveaux services, Nouveaux emplois" au 30-01-98	Rapport déposé le 01/04/1998	Bilan d'étape
Loi n° 97-1164 du 19/12/1997	Article 6	rapport analysant les conséquences sur le financement de la sécurité sociale et sur la situation des entreprises d'une modification de l'assiette des cotisations sociales à la charge des employeurs	Rapport déposé le 04/08/1998	plus connu sous le nom de rapport "Malinvaud"
Loi n° 97-1164 du 19/12/1997	Article 25 division VI	Rapport au Parlement sur l'utilisation des fonds d'accompagnement/social pour la modernisation des établissements de santé	Rapport déposé le 15/10/1998	
1998				
Loi n° 98-144 du 06/03/1998	Article 9		Pas de dépôt	
Loi n° 98-461 du 13/06/1998	Article 13	rapport du Gouvernement sur les 35 heures	Rapport déposé le 20/09/1999	
Loi n° 98-461 du 13/06/1998	Article 14	rapport sur le bilan et les perspectives de la réduction du temps de travail pour les agents de la fonction publique	Rapport déposé le 15/09/1999	
Loi n° 98-657 du 29/07/1998	Article 56 division III Art. L. 441-5 du code de la construction	Rapport sur l'occupation des logements d'habitations à loyer modéré et son évolution	Rapport déposé le 01/12/2000	
Loi n° 98-657 du 29/07/1998	Article 56 division III Art. L. 441-5 du code de la construction	rapport sur l'application du supplément de loyer de solidarité (loi n° 96-162 du 4 mars 1996 modifiée par la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998. Le rapport n'est pas prévu)	Rapport déposé le 25/04/2000	
Loi n° 98-657 du 29/07/1998	Article 159 alinéa 1	Deux ans d'action de lutte contre les exclusions - 13 septembre 2000	Rapport déposé le 13/09/2000	
1999				
Loi n° 99-477 du 09/06/1999	Article 6	Annexes au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 : Annexe B - mise en oeuvre des dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale	Rapport déposé le 01/10/1999	
Loi n° 99-477 du 09/06/1999	Article 6	Annexes au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 : Annexe b2 : Le programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI)	Rapport déposé le 01/10/2000	

Commission des Affaires sociales

1999				
Loi n° 99-584 du 12/07/1999	Article 6 division II Art. 5 de l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982		Pas de dépôt	
Loi n° 99-641 du 27/07/1999	Article 34	Première évaluation de l'application de la loi du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle: rapport n°2001-112 (décembre 2001) de M. Yves Carcenac et Mme Evelyne Liouville, membres de l'Inspection générale des affaires sociales	Rapport déposé le 01/12/2001	Décembre 2003: rapport d'évaluation de la CMU, Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie
Loi n° 99-641 du 27/07/1999	Article 65 division VIII		Pas de dépôt	
Loi n° 99-1140 du 29/12/1999	Article 9 division I alinéa 6 Art. L. 139-1 du code de la sécurité sociale (5e alinéa)		Pas de dépôt	
Loi n° 99-1140 du 29/12/1999	Article 24 division XII alinéa 14 Art. L. 162-15-3 du code de la sécurité sociale (1er alinéa du I)	rapport d'équilibre établi par les trois caisses nationales d'assurance maladie pour 2000	Rapport déposé le 20/03/2000	
Loi n° 99-1140 du 29/12/1999	Article 24 division XII alinéa 18 Art. L. 162-15-3 du code de la sécurité sociale (1er alinéa du II)	rapport d'équilibre établi par les trois caisses nationales d'assurance maladie pour l'année 2000	Rapport déposé le 20/03/2000	
Loi n° 99-1140 du 29/12/1999	Article 24 division XII alinéa 18 Art. L. 162-15-3 du code de la sécurité sociale (1er alinéa du II)	Deuxième rapport d'équilibre, présenté par les Caisses nationales des trois principaux régimes d'assurance maladie	Rapport déposé le 13/07/2000	
Loi n° 99-1140 du 29/12/1999	Article 27		Pas de dépôt	
2000				
Loi n° 2000-37 du 19/01/2000	Article 36 division I alinéa 1er		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-37 du 19/01/2000	Article 36 division II	La réduction négociée du temps de travail : bilan 2000-2001	Rapport déposé le 30/08/2002	
Loi n° 2000-1209 du 13/12/2000	Article 2 alinéa 1 Art. L. 5134 du code de la santé publique	remise du rapport au parlement	Rapport déposé le 02/04/2003	
Loi n° 2000-1257 du 23/12/2000	Article 53 division VII alinéa 1	Rapport d'activité au Parlement et au Gouvernement établi par le Conseil d'administration du FIVA (Fonds d'indemnisation des Victimes de l'Amiante)	Rapport déposé le 07/11/2002	

Commission des Affaires sociales

2001				
Loi n° 2001-397 du 09/05/2001	Article 12		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-397 du 09/05/2001	Article 16	concernant la part respective des hommes et des femmes au sein de l'électorat, parmi les candidats et parmi les élus aux élections aux comités d'entreprise et des délégués du personnel	Rapport déposé le 01/07/2004	Reçu courant juillet 2004
Loi n° 2001-397 du 09/05/2001	Article 18		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-397 du 09/05/2001	Article 21 alinéa 2 Loi 83-634 (article 6 quater)		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-398 du 09/05/2001	Article 3 division II alinéa 20 Art. L. 1335-3-2 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-398 du 09/05/2001	Article 4 alinéa 1er		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-582 du 04/07/2001	Article unique alinéa 6	rapport au Premier ministre pour une autonomie responsable et solidaire	Rapport déposé le 01/04/2002	
Loi n° 2001-624 du 17/07/2001	Article 12 alinéa 2		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-624 du 17/07/2001	Article 19 division III		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-647 du 20/07/2001	Article 1 Art. L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles (I, 3ème alinéa)	Rapport annuel au Parlement et au Gouvernement sur les comptes prévisionnels du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie pour les années 2002 et 2003 établi par le conseil d'administration du Fonds	Rapport déposé le 01/10/2002	
Loi n° 2001-647 du 20/07/2001	Article 15		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-1246 du 21/12/2001	Article 22 Art. L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale (III)		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-1246 du 21/12/2001	Article 27 division II alinéa 10 Loi 98-1194 du 23/12/98 (article 27)		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-1246 du 21/12/2001	Article 47 division I loi 98-1194 du 23 décembre 1998 (III de l'article 41)	rapport annuel 2001 du fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante	Rapport déposé le 05/11/2002	

Commission des Affaires sociales

2001				
Loi n° 2001-1246 du 21/12/2001	Article 54 division III Art. L. 176-2 du code de la sécurité sociale	rapport de la commission instituée par l'article L.176-2 du code de la sécurité sociale	Rapport déposé le 25/10/2002	
Loi n° 2001-1246 du 21/12/2001	Article 65		Pas de dépôt	
2002				
Loi n° 2002-2 du 02/01/2002	Article 17 alinéa 6 Art.312-3 du code de l'action sociale et des familles		Pas de dépôt	
Loi n° 2002-2 du 02/01/2002	Article 54 alinéa 3 Art. L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles	rapport relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux à but non lucratif pour 2001 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour 2002	Rapport déposé le 01/09/2002	
Loi n° 2002-2 du 02/01/2002	Article 54 alinéa 3 Art. L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles	relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux à but non lucratif pour 2002 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour 2003	Rapport déposé le 03/06/2003	
Loi n° 2002-2 du 02/01/2002	Article 54 alinéa 3 Art. L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles	relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux à but non lucratif pour 2002 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour 2003	Rapport déposé le 03/06/2003	
Loi n° 2002-303 du 04/03/2002	Article 34 division I alinéa 4 Art. L. 1411-1 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2002-303 du 04/03/2002	Article 34 division II alinéa 10 Art. L. 1411-13 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2002-303 du 04/03/2002	Article 91 alinéa 1	Rapport au Parlement "demande de classement en cat. B active des emploi de technicien de laboratoire et de conducteur ambulancier"	Rapport déposé le 01/02/2003	

Commission des Affaires sociales

2002				
Loi n° 2002-303 du 04/03/2002	Article 98 alinéa 59 Art. L. 1142-10 du code de la santé publique	Rapport au Parlement et au Gouvernement de la Commission nationale des accidents médicaux (2003-2004).	Rapport déposé le 21/10/2004	
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 4 alinéa 1	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les recommandations de la Cour des Comptes sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2003	Rapport déposé le 14/10/2003	Le rapport annuel doit être rendu avant le 15 juillet
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 5 division I alinéa 2 Art. L. 165-1 du code de la sécurité sociale	Rapport d'activité pour 2002 de la commission d'évaluation des produits et prestations	Rapport déposé le 01/08/2003	
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 5 division II alinéa 2 Art. L. 5123-3 du code de la santé publique	Rapport d'activité pour 2002 de la commission de la transparence	Rapport déposé le 01/10/2003	
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 6 alinéa 1	Rapport du Gouvernement au Parlement présentant l'impact financier de l'indemnisation des victimes de l'amiante pour l'année en cours et pour les vingt années suivantes	Rapport déposé le 15/10/2003	
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 7 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 8 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 9 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 25 division II alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2002-1487 du 20/12/2002	Article 31 alinéa 1	Rapport sur l'incidence sur l'ONDAM des avenants aux conventions nationales agréées en 2003	Rapport déposé le 15/10/2003	
Loi n° 2002-1577 du 30/12/2002	Article 1 division VIII Art. 1142-22-1 du code de la Santé publique		Pas de dépôt	
2003				
Loi n° 2003-6 du 03/01/2003	Article 2 division IV		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-289 du 31/03/2003	Article 6 Art. 15 de la loi n° 2001-647		Pas de dépôt	

Commission des Affaires sociales

2003				
Loi n° 2003-715 du 31/07/2003	Article 8 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-775 du 21/08/2003	Article 5 division II alinéa 1er		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-775 du 21/08/2003	Article 5 division IV alinéa 1er		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-775 du 21/08/2003	Article 5 division IV alinéa 1er		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-775 du 21/08/2003	Article 68		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-1199 du 18/12/2003	Article 49 division II alinéa 2ème Art. L. 1142-22-1 du code de la santé publique	Rapport d'activité 2002-2003 de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales au Gouvernement, au Parlement et à la Commission nationale des accidents médicaux. (janvier 2004)	Rapport déposé le 01/01/2004	
Loi n° 2003-1199 du 18/12/2003	Article 74 division III Art. L. 111-6 du code des juridictions financières		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-1200 du 18/12/2003	Article 9		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-1200 du 18/12/2003	Article 50 alinéa 1er		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-1200 du 18/12/2003	Article 50 alinéa 5ème		Pas de dépôt	
2004				
Loi n° 2004-1 du 02/01/2004	Article 9 division 3° alinéa 2ème Art. L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-1 du 02/01/2004	Article 17 alinéa 4ème		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-391 du 04/05/2004	Article 27 division I alinéa 14		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-391 du 04/05/2004	Article 27 division I alinéa 14		Pas de dépôt	

Commission des Affaires sociales

2004				
Loi n° 2004-391 du 04/05/2004	Article 56 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-626 du 30/06/2004	Article 7 Loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-626 du 30/06/2004	Article 10 division IV alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-800 du 06/08/2004	Article 1 alinéa 31 Art. L. 1412-3 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-800 du 06/08/2004	Article 2 division II alinéa 21 Art. L. 1418-1 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-800 du 06/08/2004	Article 9 division II alinéa 9 Art. L. 1231-1 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-800 du 06/08/2004	Article 17 division B alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-800 du 06/08/2004	Article 22 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-800 du 06/08/2004	Article 26 alinéa 1 Art. L. 2151-5 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-800 du 06/08/2004	Article 26 alinéa 1 Art. L. 2151-5 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-806 du 09/08/2004	Article 2 division IV alinéa 2 Art. L. 1411-3 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-806 du 09/08/2004	Article 3 division I alinéa 10 Art. L. 1411-12 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-806 du 09/08/2004	Article 33 alinéa 13 Art. L. 1415-2 du code de la santé publique		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-806 du 09/08/2004	Article 47 division II alinéa 4 Art. L. 5126-2 du code de la santé publique		Pas de dépôt	

Commission des Affaires sociales

2004				
Loi n° 2004-806 du 09/08/2004	Article 144 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-810 du 13/08/2004	Article 49 division I alinéa 5è Art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-810 du 13/08/2004	Article 64 division I alinéa 6è Art. L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-810 du 13/08/2004	Article 75 division VI alinéa 1er Art. L. 245-13 du code de la sécurité sociale		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-1370 du 20/12/2004	Article 3 division I alinéa 2ème Art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-1370 du 20/12/2004	Article 6 Art. L. 731-1 du code rural		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-1370 du 20/12/2004	Article 17 division VII alinéa 2ème		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-1370 du 20/12/2004	Article 26		Pas de dépôt	
2005				
Loi n° 2005-32 du 18/01/2005	Article 34 alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-32 du 18/01/2005	Article 78		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-32 du 18/01/2005	Article 96		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-32 du 18/01/2005	Article 151		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-102 du 11/02/2005	Article 3 alinéa 3 Art. L. 114-2 du code de l'action sociale et des familles		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-102 du 11/02/2005	Article 31 alinéa 6 Art. 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-102 du 11/02/2005	Article 74 division II alinéa 1		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-158 du 23/02/2005	Article 11 alinéa 1		Pas de dépôt	

Commission des Affaires sociales**2005**

Loi n° 2005-706 du 27/06/2005	Article 39		Pas de dépôt	
Loi n° 2005-841 du 26/07/2005	Article 34 division III		Pas de dépôt	

Commission des Finances

1982				
Loi n° 82-357 du 27/04/1982	Article 3	relatif aux conditions d'ouverture ou de prolongation d'un compte sur le livret d'épargne populaire	Rapport déposé le 04/01/1991	Avis
1986				
Loi n° 86-912 du 06/08/1986	Article 3	Avis de la commission de privatisation du 5 novembre 1996 relatif au transfert au secteur privé de la compagnie française de navigation rhénane.	Rapport déposé le 05/11/1996	Avis
Loi n° 86-912 du 06/08/1986	Article 4	relatif à la pgré à gré de Société marseillaise de crédit	Rapport déposé le 10/10/1996	Avis
Loi n° 86-1317 du 30/12/1986	Article 101 Art. 393-2 du code des communes.		Rapport déposé le 01/10/1995	annexe au PLF 1996
Loi n° 86-1317 du 30/12/1986	Article 101 Art. 393-2 du code des communes.	Effort financier de l'Etat en faveur des collectivités locales	Rapport déposé le 01/11/1996	annexe au plf 1997
1988				
Loi n° 88-1193 du 29/12/1988	Article 49		Rapport déposé le 01/01/1991	Ce rapport n'a paru qu'une seule fois en annexe du projet de loi de finances pour 1991.
1989				
Loi n° 89-935 du 29/12/1989	Article 109		Rapport déposé le 01/10/1990	Les informations qui devaient être communiquées au Parlement par le biais d'un rapport l'ont été par les réponses aux questionnaires adressés aux rapporteurs spéciaux des deux assemblées.
Loi n° 89-935 du 29/12/1989	Article 115	Effort financier consacré à la politique des villes et au développement social urbain	Rapport déposé le 01/11/1995	
Loi n° 89-935 du 29/12/1989	Article 115		Rapport déposé le 01/11/1997	Rapport annuel Jaune budgétaire
Loi n° 89-935 du 29/12/1989	Article 115		Rapport déposé le 01/11/1996	Rapport annuel
Loi n° 89-935 du 29/12/1989	Article 131	Etat récapitulatif de l'effort financier consenti en 1996 et prévu en 1997 au titre de l'environnement	Rapport déposé le 01/11/1996	

Commission des Finances

1989				
Loi n° 89-935 du 29/12/1989	Article 131		Rapport déposé le 01/11/1995	Rapport annuel
Loi n° 89-935 du 29/12/1989	Article 131	Etat récapitulatif de l'effort financier consenti en 1997 et prévu en 1998 au titre de l'environnement	Rapport déposé le 01/10/1997	Rapport annuel Jaune budgétaire
1990				
Loi n° 90-1168 du 29/12/1990	Article 109 Art. 238 bis HH du code général des impôts		Rapport déposé le 01/10/1991	Les éléments demandés sont fournis dans l'annexe "Voies et moyens" du projet de loi de finances.
Loi n° 90-1168 du 29/12/1990	Article 117		Rapport déposé le 01/10/1991	Le document est présenté en annexe du projet de loi de règlement du budget et ce à partir de la loi de règlement pour la loi de finances pour 1991.
1991				
Loi n° 91-635 du 10/07/1991	Article 5 division II alinéa 8	Rapport d'activité du groupe Caisse d'épargne pour l'exercice 1995	Rapport déposé le 01/10/1996	Rapport annuel
Loi n° 91-635 du 10/07/1991	Article 5 division II alinéa 8		Rapport déposé le 01/10/1995	Rapport annuel d'activité du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance
Loi n° 91-635 du 10/07/1991	Article 5 division II alinéa 8	Rapport adressé au Parlement conformément au présent article modifiant la loi n° 83-557 du 1er juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (session parlementaire d'automne 1992)	Rapport déposé le 29/10/1992	Rapport d'activité du réseau des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP) Rapport annuel Rapport annuel
Loi n° 91-635 du 10/07/1991	Article 5 division II alinéa 8	Rapport d'activité du groupe Caisses d'épargne pour l'exercice 1994	Rapport déposé le 01/10/1995	Rapport annuel
Loi n° 91-635 du 10/07/1991	Article 5 division II alinéa 8	Rapport d'activité des caisses d'épargne et de prévoyance pour l'exercice 1993	Rapport déposé le 01/10/1994	Rapport annuel
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 80		Pas de dépôt	Cette disposition a été reprise par l'article 20 de la loi n°94-679 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 120 division III	Rapport au Parlement pour 1994	Rapport déposé le 18/12/1995	

Commission des Finances

1991				
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 120 division III	Rapport au Parlement pour 1993	Rapport déposé le 30/10/1994	
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 120 division III	Rapport au Parlement pour 1995	Rapport déposé le 30/09/1996	
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 120 division III	Rapport au Parlement pour 2001	Rapport déposé le 01/10/2002	
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 120 division III	Rapport au Parlement pour 1996	Rapport déposé le 01/10/1997	
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 120 division III	Conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des DOM-TOM (Rapport pour 2000)	Rapport déposé le 01/10/2001	
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 120 division III	Rapport au Parlement pour 1997	Rapport déposé le 01/08/1998	Voir également l'article 18 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 31 décembre 1997)
Loi n° 91-1322 du 30/12/1991	Article 132		Rapport déposé le 01/10/1992	Jaune budgétaire annexé au projet de loi de finances et ce depuis le PLF 1993.
1992				
Loi n° 92-677 du 17/07/1992	Article 120		Pas de dépôt	Parution prévue à partir du PLF 1996.
Loi n° 92-1203 du 06/11/1992	Article 14 Art. 101 de la loi n° 86-1317		Rapport déposé le 01/01/1993	Jaune budgétaire annexé au PLF
Loi n° 92-1477 du 31/12/1992	Article 37		Rapport déposé le 12/05/1995	
1993				
Loi n° 93-923 du 19/07/1993	Article 24	3ème rapport sur la mise en oeuvre des privatisations.	Rapport déposé le 01/12/1996	
Loi n° 93-923 du 19/07/1993	Article 24	1er rapport sur la mise en oeuvre des privatisations.	Rapport déposé le 01/01/1994	
Loi n° 93-923 du 19/07/1993	Article 24	2eme rapport sur la mise en oeuvre des privatisations	Rapport déposé le 01/01/1996	
Loi n° 93-923 du 19/07/1993	Article 24	4ème rapport sur la mise en oeuvre des privatisations	Rapport déposé le 01/12/1997	

Commission des Finances

1993				
Loi n° 93-948 du 24/07/1993	Article 15		Pas de dépôt	Ce rapport devait être fourni avec la loi de règlement pour 1994.
Loi n° 93-1352 du 30/12/1993	Article 54		Rapport déposé le 01/06/1994	Le rapport dont le dépôt était prévu le 2 avril 1994 a été déposé le 01 juin 1994.
Loi n° 93-1352 du 30/12/1993	Article 95 division III		Pas de dépôt	La publication de ce rapport doit intervenir 6 mois au plus après la parution du décret n°94-379 appliquant le I de l'article 95; ce décret étant paru en mai 1994, le rapport devra être remis avant la fin de l'année 1994.
Loi n° 93-1352 du 30/12/1993	Article 104 alinéa Unique		Pas de dépôt	Le traitement afférent à la médaille militaire ayant été rétabli (Décret 95-1263 du 30 novembre 1995) le rapport demandé a perdu son objet et ne sera donc pas publié
Loi n° 93-1436 du 31/12/1993	Article 38	BILAN DE LA REFORME DE LA D.G.F. EN 1994 ET EN 1995	Rapport déposé le 30/06/1995	Rapport au Parlement
1994				
Loi n° 94-6 du 04/01/1994	Article 16 alinéa Unique	sur les modalités d'assouplissement de l'obligation de tenue du registre de police par les fabricants et marchands de métaux précieux, prévu par l'article 537 du code général des impôts.	Rapport déposé le 12/08/1994	Voir J.O. des Débats de l'Assemblée nationale n° 73 AN (C.R.) du 4 octobre 1994 (séance du 3 octobre 1994)
Loi n° 94-66 du 24/01/1994	Article 3		Rapport déposé le 01/09/1995	Ce texte est paru dans le rapport économique et financier par le PLF 1996.
Loi n° 94-99 du 05/02/1994	Article 15 alinéa 1		Rapport déposé le 01/10/1999	Le rapport devra être déposé en 1999.
Loi n° 94-679 du 08/08/1994	Article 20 division I alinéa 2 et 3	situation économique et financière du secteur public	Rapport déposé le 01/11/1995	Modification du a) du I de l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959. 2 rapports au Parlement

Commission des Finances

1994				
Loi n° 94-679 du 08/08/1994	Article 20 division I alinéa 2 et 3	Situation économique et financière du secteur public en 1998	Rapport déposé le 01/10/1999	
Loi n° 94-679 du 08/08/1994	Article 20 division I alinéa 2 et 3	situation économique et financière du secteur public	Rapport déposé le 01/11/1996	Le texte de l'article 20 prévoyait la publication de deux rapports; le premier rassemblent toutes les informations collectées auprès des entreprises contrôlées majoritairement par l'état et le second faisant le point, annuellement, sur l'évolution du secteur public. A ce jour, il semblerait que seul le second soit paru.
Loi n° 94-679 du 08/08/1994	Article 20 division I alinéa 2 et 3	situation économique et financière du secteur public	Rapport déposé le 10/12/1997	
Loi n° 94-1162 du 29/12/1994	Article 18		Rapport déposé le 01/10/1995	
Loi n° 94-1162 du 29/12/1994	Article 20 division II Art. 54 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993.	Bilan de l'application du dispositif de calcul de la compensation versée en contrepartie de l'abattement de 16% appliquée en taxe professionnelle	Rapport déposé le 25/11/1996	
Loi n° 94-1162 du 29/12/1994	Article 83	décrivant les opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat	Rapport déposé le 12/03/1996	annexe au projet de loi de finances initial 1996
Loi n° 94-1162 du 29/12/1994	Article 83	rapport décrivant les opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat (Exercices 1996 à 1998)	Rapport déposé le 06/11/1998	
Loi n° 94-1162 du 29/12/1994	Article 83	Opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat au titre des exercices 1998-2000.	Rapport déposé le 01/10/2001	
Loi n° 94-1162 du 29/12/1994	Article 84		Rapport déposé le 12/03/1996	Ce rapport doit normalement paraître en tant que "jaune budgétaire" annexé au PLF
1995				
Loi n° 95-857 du 27/07/1995	Article 16	Etat des actions conduites en France depuis 1989 avec le financement des fonds structurels communautaires.	Rapport déposé le 01/10/1995	Publication en annexe de la loi de finances pour 1996.

Commission des Finances

1995				
Loi n° 95-857 du 27/07/1995	Article 16	Etat des crédits affectés à l'effort public d'aménagement.	Rapport déposé le 01/10/1995	Publication en annexe de la loi de finances pour 1996. Ce document est joint à celui prévu à l'article 132 de la loi de finances pour 1992. L'article 16 complète l'article 32 de la loi n°95-115.
Loi n° 95-857 du 27/07/1995	Article 17	Rapport sur les résultats obtenus au titre de la réduction des écarts de ressources entre les collectivités territoriales.i	Pas de dépôt	L'article 17 complète l'article 68 de la loi 95-115. La publication est prévue pour la loi de finances pour 1998.
Loi n° 95-885 du 04/08/1995	Article 30 division IX		Rapport déposé le 01/02/1996	La rapport devait paraître au 31 décembre 1995 ; par ailleurs, son contenu est très lacunaire.
Loi n° 95-885 du 04/08/1995	Article 33	Contribution de l'etat au financement de la sécurité socialeE.	Rapport déposé le 01/10/1996	La périodicité de ce rapport est annuelle. L'article 33 de cette loi a été modifié par l'article 19 de la loi n° 96-608 portant règlement définitif du budget pour 1994.
Loi n° 95-1346 du 30/12/1995	Article 16		Pas de dépôt	Bilan du dispositif et réformes éventuelles. Voir également l'instruction du 12 novembre 1996, 6 E-7-96, BOI n° 221 du 20 novembre 1996
Loi n° 95-1346 du 30/12/1995	Article 20 division III	rapport sur l'évolution des tarifs de la TIPP et de la TICGN et sur l'aménagement de la redevance de soutien aux hydrocarbures.R	Rapport déposé le 30/10/1996	Ce rapport a été déposé le 30 octobre 1996 avec un retard de 4 mois sur la date prévue (30-06-1996).
Loi n° 95-1346 du 30/12/1995	Article 84 division III		Pas de dépôt	Présentation avant le dépôt du PLF 97. Bilan du dispositif. Voir également l'instruction du 15 juillet 1996, 6 E-3-96, BOI n° 140 du 24 juillet 1996.
Loi n° 95-1346 du 30/12/1995	Article 93 alinéa 1	sur l'évolution de la TVA depuis la mise en place du marché unique	Rapport déposé le 01/06/1996	Rapport au Parlement à remettre avant le 30 juin 1996

Commission des Finances

1995				
Loi n° 95-1346 du 30/12/1995	Article 99	Répartition des coûts et dépenses budgétaires de la direction générale de l'aviation civile	Rapport déposé le 01/10/1996	Rapport annuel. Etat récapitulatif
Loi n° 95-1346 du 30/12/1995	Article 106	Rapport sur l'effort financier de l'état en faveurE des PME.	Rapport déposé le 01/11/1996	Ce document est un jaune budgétaire.
Loi n° 95-1346 du 30/12/1995	Article 112	Liste des commissions et instances consultatives placées auprès du premier ministre ou des ministres	Rapport déposé le 01/10/1997	Jaune budgétaire
Loi n° 95-1346 du 30/12/1995	Article 112	Liste des commsions et instances consultatives placées auprès du premier ministre ou des ministres.	Rapport déposé le 01/11/1996	Ce document est un jaune budgétaire. Le document remis en 1996 sera complété en 1997 pour la loi de finances pour 1998.
1996				
Loi n° 96-314 du 12/04/1996	Article 34 Art. 199 quater B à 200 du code général des impôts		Rapport déposé le 01/12/1996	
Loi n° 96-314 du 12/04/1996	Article 35 alinéa 1	Prévention du surendettement des ménages et crédits à la consommation	Rapport déposé le 01/11/1996	Rapport au Parlement
Loi n° 96-314 du 12/04/1996	Article 77 division IV		Pas de dépôt	Le retard de parution est du à la nécessité de consulter les régimes intéressés.
Loi n° 96-314 du 12/04/1996	Article 78		Pas de dépôt	La publication est prévue pour le 30-10-1997.
Loi n° 96-314 du 12/04/1996	Article 88	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la gestion du régime d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles	Rapport déposé le 01/06/1996	Ce rapport applique également des dispositions prévues à l'article 83 de la loi n° 95-101 sur l'environnement mais ne répond pas à toutes les préoccupations du présent article
Loi n° 96-314 du 12/04/1996	Article 88	La gestion du régime légal d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles	Rapport déposé le 01/08/1997	
Loi n° 96-559 du 24/06/1996	Article 11		Pas de dépôt	
Loi n° 96-597 du 02/07/1996	Article 76	Avis relatif à la liste des prestataires de services d'investissement habilités à exercer en France conformément à l'article 97-1 de la présente loi, en application du présent article.	Rapport déposé le 29/10/1998	

Commission des Finances

1996				
Loi n° 96-597 du 02/07/1996	Article 76	relatif à la liste des prestataires de services d'investissement habilités à exercer en France	Rapport déposé le 21/09/1997	Avis
Loi n° 96-597 du 02/07/1996	Article 90	relatif à la composition de la Commission des opérations de bourse	Rapport déposé le 22/10/1996	Avis
Loi n° 96-597 du 02/07/1996	Article 101		Pas de dépôt	
Loi n° 96-608 du 05/07/1996	Article 18	Produit des impositions affectées à des organismes de sécurité sociale	Rapport déposé le 01/10/1997	Jaune budgétaire
Loi n° 96-608 du 05/07/1996	Article 18	Rapport sur l'évolution du produit des impositions affectées à des organismes de sécurité sociale.	Rapport déposé le 01/10/1996	Jaune budgétaire déposé à l'occasion du PLF pour 1997.
Loi n° 96-607 du 05/07/1996	Article 3		Pas de dépôt	Rapport au Parlement
Loi n° 96-1143 du 26/12/1996	Article 5		Rapport déposé le 01/06/1999	Avant le 1er juillet 1999 Rapport au Parlement
Loi n° 96-1181 du 30/12/1996	Article 17 division VI Art. 213 de l'annexe II du code général des impôts		Pas de dépôt	Conséquences du présent article sur la construction de logements locatifs et situation financière des organismes d'HLM. Rapport au Parlement avant le 31 décembre 1997
Loi n° 96-1181 du 30/12/1996	Article 79	Bilan de l'action audiovisuelle extérieure de la France	Rapport déposé le 01/10/1997	Annexe au projet de loi de finances Jaune budgétaire
Loi n° 96-1181 du 30/12/1996	Article 84 Art. 199 quater B à 200 du code général des impôts		Rapport déposé le 01/12/1997	Rapport annuel au Parlement
Loi n° 96-1181 du 30/12/1996	Article 98		Rapport déposé le 01/01/1998	Rapport au Parlement avant le 31/05/1997
Loi n° 96-1181 du 30/12/1996	Article 106		Rapport déposé le 01/12/1997	Rapport au Parlement avant le 1er octobre 1997
Loi n° 96-1181 du 30/12/1996	Article 117	modalités actuelles du calcul de la puissance fiscale des véhicules automobiles et leur impact sur les recettes de la taxe sur les véhicules de sociétés, de la taxe différentielle et de la taxe sur les certificats d'immatriculation ainsi que sur les conditions d'une modification de ces règles de calcul	Rapport déposé le 01/02/1998	Ce rapport était attendu avant le 30 juin 1997.
Loi n° 96-1181 du 30/12/1996	Article 124		Rapport déposé le 01/07/1999	Rapport au Parlement avant le 30 juin 1997. Communiqué aux ministres il a été diffusé partiellement en octobre 1999.

Commission des Finances

1996				
Loi n° 96-1181 du 30/12/1996	Article 134 Art. L. 351-3 du code la construction et de l'habitation.		Pas de dépôt	Rapport annuel
1997				
Loi n° 97-277 du 25/03/1997	Article 18		Pas de dépôt	
Loi n° 97-1026 du 10/11/1997	Article 6 Art. 7 de la loi n° 83-607 du 8 juillet 1983	Bilan de l'utilisation des prêts CODEVI aux collectivités locales	Rapport déposé le 14/12/2000	Rapport au Parlement avant le 31 mars 1999
Loi n° 97-1269 du 30/12/1997	Article 18 division VII Art. 163 ter viciés du code général des impôts	Bilan de l'application du dispositif de défiscalisation des investissements outre-mer	Rapport déposé le 01/11/1998	Bilan complet
Loi n° 97-1269 du 30/12/1997	Article 18 division VII Art. 163 ter viciés du code général des impôts	sur les conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des DOM-TOM	Rapport déposé le 01/07/1998	Rapport d'étape. Bilan partiel. Voir également l'article 120 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991)
Loi n° 97-1269 du 30/12/1997	Article 23 division II Art. 302 bis MA du code général des impôts		Pas de dépôt	Le rapport présentera l'évolution et la répartition des dépenses de publicité et sera déposé avant le 30 juin 2000.
Loi n° 97-1269 du 30/12/1997	Article 99 alinéa 1 Art. 244 quater du code général des impôts	Bilan de l'application du crédit d'impôt recherche	Rapport déposé le 01/11/1998	Le rapport retracera cinq ans d'application du crédit d'impôt et sera déposé avant le 30 juin 1998.
Loi n° 97-1269 du 30/12/1997	Article 105		Rapport déposé le 01/10/1998	Le rapport retracera le rôle et l'évolution de la commission et sera remis pour le 1er septembre 1998.
Loi n° 97-1269 du 30/12/1997	Article 113		Rapport déposé le 01/10/1998	Il s'agit de retracer les efforts de l'Etat en matière d'enseignement supérieur. L'état sera annexé au projet de loi de finances et sera dénommé "budget coordonné de l'enseignement supérieur".
1998				
Loi n° 98-546 du 02/07/1998	Article 43		Pas de dépôt	

Commission des Finances

1998				
Loi n° 98-1267 du 30/12/1998	Article 44 division III		Rapport déposé le 30/06/1999	Le rapport annuel, déposé avant le 30 juin, devra présenter: - L'activité du FMI, - L'activité de la Banque mondiale, - Les décisions adoptées par le FMI et la Banque mondiale, - Les opérations financières réalisées entre la France et le FMI et la Banque mondiale
Loi n° 98-1267 du 30/12/1998	Article 44 division III	Activités du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale	Rapport déposé le 01/09/2002	
Loi n° 98-1267 du 30/12/1998	Article 44 division III	Rapport 2000	Rapport déposé le 01/07/2000	
Loi n° 98-1267 du 30/12/1998	Article 44 division III	Activités du FMI et de la Banque mondiale (Rapport 1998-2000)	Rapport déposé le 01/10/2001	
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 7 division II alinéa 5 Art. 50-0, 102 ter du code général des impôts	sur l'extension du régime fiscal des micro-entreprises	Rapport déposé le 15/09/1999	Avant le 15 septembre 1999
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 22 Art. 63 de la loi n° 91-428 du 13 mai 1991	Propositions de la commission mixte en matière de régime fiscal spécifique applicable en Corse et dispositions destinées à faciliter la sortie de l'indivision	Rapport déposé le 01/10/1999	Prévu pour le 01/10/1999,
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 35 Directive 92/77/CEE du Conseil du 19 octobre 1992	sur l'application en France et en Europe des taux de TVA et état des négociations sur les propositions relatives au régime définitif de TVA	Rapport déposé le 20/10/1999	Avant le 1er octobre 1999
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 44	sur la réforme de la taxe professionnelle	Rapport déposé le 01/11/2000	
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 44		Rapport déposé le 12/10/1999	Rapport annuel avant le 1er octobre, évaluation des résultats pour l'emploi de cette réforme
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 44	sur la réforme de la taxe professionnelle	Rapport déposé le 01/12/2001	3ème rapport au Parlement
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 87		Pas de dépôt	

Commission des Finances

1998				
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 96 Art. 31 du CGI		Pas de dépôt	Avant le 15 septembre 2004, bilan de l'application de cet article : analyse des effets sur l'investissement immobilier locatif et bilan fiscal.
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 100	Les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle	Rapport déposé le 01/01/2000	Dépôt prévu avant le 1er octobre 1999
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 109		Pas de dépôt	Avant le 31 juillet 1999, rapport sur les modalités d'exercice du contrôle fiscal
Loi n° 98-1266 du 30/12/1998	Article 117 Art. 15 de la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983	Rapport les rémunérations et les pensions de retraite de la fonction publique	Rapport déposé le 01/10/2000	"Jaune budgétaire" tous les deux ans
1999				
Loi n° 99-532 du 25/06/1999	Article 6		Pas de dépôt	Annexe au rapport annuel de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance, détaillant les projets d'économie locale et sociale financés par les caisses d'épargne et de prévoyance.
Loi n° 99-532 du 25/06/1999	Article 38 Art. 53 de la loi n° 82-155 du 11 février 1982		Pas de dépôt	Présentation au Parlement, tous les 2 ans, d'un rapport sur les propositions utiles du Haut Conseil du secteur financier public et semi-public
Loi n° 99-532 du 25/06/1999	Article 69		Pas de dépôt	
Loi n° 99-532 du 25/06/1999	Article 73		Pas de dépôt	
Loi n° 99-1172 du 29/12/1999	Article 28	Rapport sur la réforme de la taxe d'habitation	Rapport déposé le 01/05/2000	Avant le 30 avril 2000, rapport analysant diverses modalités de réforme de la taxe d'habitation
Loi n° 99-1172 du 29/12/1999	Article 88		Pas de dépôt	Dépôt prévu avant le 30 juin 2000
Loi n° 99-1172 du 29/12/1999	Article 89	présenté au Parlement en application du présent article	Rapport déposé le 15/08/2000	Dépôt prévu avant le 15 juin 2000

Commission des Finances

1999				
Loi n° 99-1173 du 30/12/1999	Article 40	propositions de réformes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle	Rapport déposé le 01/09/2000	Avant le 1er juillet 2000, rapport analysant la mise en oeuvre de diverses réformes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle
2000				
Loi n° 2000-656 du 13/07/2000	Article 40 division I	Bilan des relations financières entre l'Etat et la protection sociale (PLF2001)	Rapport déposé le 15/10/2000	Jaune budgétaire
Loi n° 2000-1352 du 30/12/2000	Article 34		Pas de dépôt	rapport relatif au bilan de développement de la politique intermodale et au financement des infrastructures de transport. Avant le 30 juin 2002.
Loi n° 2000-1352 du 30/12/2000	Article 37		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-1352 du 30/12/2000	Article 90	Normalisation de la fiscalité locale de France Télécom	Rapport déposé le 01/12/2001	Avant le 1er juin 2001
Loi n° 2000-1352 du 30/12/2000	Article 91		Pas de dépôt	Modalités d'une réforme de la péréquation de la TP
Loi n° 2000-1352 du 30/12/2000	Article 96	effort de la nation en faveur de la sécurité routière	Rapport déposé le 01/10/2001	"jaune budgétaire" sur la sécurité routière
Loi n° 2000-1352 du 30/12/2000	Article 114		Pas de dépôt	Rapport annuel sur l'utilisation de l'ensemble du spectre des fréquences
Loi n° 2000-1352 du 30/12/2000	Article 126		Pas de dépôt	Avant le 15 avril 2001
Loi n° 2000-1352 du 30/12/2000	Article 127	relatif aux ponts détruits par faits de guerre et à l'exécution du chapitre 67-50	Rapport déposé le 01/12/2001	
Loi n° 2000-1353 du 30/12/2000	Article 8		Pas de dépôt	Jaune budgétaire en annexe du PLF sur l'activité de ce compte de commerce
Loi n° 2000-1353 du 30/12/2000	Article 47 Art. L. 423-21-1 du code de l'environnement	Indemnisation des dégâts de gibier.	Rapport déposé le 01/10/2001	Avant le 30 juin 2001 sur les conséquences financières du transfert de la charge d'indemnisation

Commission des Finances

2001				
Loi n° 2001-7 du 04/01/2001	Article 3		Pas de dépôt	Rapport annuel
Loi n° 2001-420 du 15/05/2001	Article 37		Pas de dépôt	rapport annuel
Loi n° 2001-420 du 15/05/2001	Article 51 Art. L. 440-1 du code de commerce		Pas de dépôt	Rapport d'activité annuel
Loi n° 2001-420 du 15/05/2001	Article 142	L'Etat actionnaire. (Rapport 2001)	Rapport déposé le 03/10/2001	Rapport annuel au Parlement et au Haut Conseil du secteur public.
Loi n° 2001-692 du 01/08/2001	Article 52	sur les prélèvements obligatoires	Rapport déposé le 01/10/2002	
Loi n° 2001-1275 du 28/12/2001	Article 17 Art. 45 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996		Pas de dépôt	Rapport sur les estimations d'évolution du nombre d'emplois et du taux de chômage
Loi n° 2001-1275 du 28/12/2001	Article 115		Pas de dépôt	Jaune budgétaire à partir du PLF 2003
Loi n° 2001-1275 du 28/12/2001	Article 118		Pas de dépôt	Avant le 1er avril 2002
Loi n° 2001-1275 du 28/12/2001	Article 126		Pas de dépôt	Délai de 6 mois après la promulgation de la LF2002, publication d'un rapport sur les perspectives de revalorisation des pensions militaires d'invalidité
Loi n° 2001-1275 du 28/12/2001	Article 130	rapport sur les névroses traumatiques de guerre (NTG)	Rapport déposé le 21/10/2002	Avant le 1er septembre 2002, rapport sur les victimes de psychotraumatismes de guerre
Loi n° 2001-1275 du 28/12/2001	Article 136	rapport d'activité du Comité des normes de comptabilité publique	Rapport déposé le 01/06/2003	Rapport d'activité annuel
Loi n° 2001-1275 du 28/12/2001	Article 140		Pas de dépôt	Avant le 30 juin 2002, rapport sur l'état du patrimoine immobilier minier
Loi n° 2001-1275 du 28/12/2001	Article 154		Pas de dépôt	Rapport annuel, avant le 31 mars de chaque année, sur l'emplois des crédits

Commission des Finances

2001				
Loi n° 2001-1276 du 28/12/2001	Article 38		Pas de dépôt	Avant le 30 septembre 2002. Modalités d'intégration dans le potentiel fiscal de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30/12/1998). Variations du potentiel fiscal TP. Voies et moyens d'une réforme de la législation existante.
Loi n° 2001-1276 du 28/12/2001	Article 78 Art. 81 de la loi de finances pour 1968 (67-1114 du 21/12/1967)	rapport relatif aux perspectives d'activité et les fonds propres de la nouvelle société	Rapport déposé le 01/04/2003	Avant 31 décembre 2002, rapport sur les perspectives d'activité et les fonds propres de la nouvelle société. Puis chaque année jusqu'au terme du contrat.
2002				
Loi n° 2002-1050 du 06/08/2002	Article 12	40ème rapport de la commission des comptes des transports de la nation	Rapport déposé le 01/09/2003	
Loi n° 2002-1575 du 30/12/2002	Article 31	bilan de l'évolution comparée des bases et des taux de fiscalité directe locale	Rapport déposé le 01/05/2004	Bilan de l'évolution comparées des bases et des taux de la TP, de la TH et des taxes foncières
Loi n° 2002-1575 du 30/12/2002	Article 109	préparation de la mise en oeuvre de la LOLF	Rapport déposé le 01/06/2003	De 2003 à 2005, rapport au parlement avant le 1er juin
Loi n° 2002-1575 du 30/12/2002	Article 110 Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, Art. 142		Pas de dépôt	Dépôt d'un rapport en annexe du PLF relatif à l'Etat actionnaire (Ancien rapport demandé à l'article 142 de la loi NRE)
Loi n° 2002-1575 du 30/12/2002	Article 112		Pas de dépôt	Avant le 30 juin 2003
Loi n° 2002-1575 du 30/12/2002	Article 115		Pas de dépôt	Avant le 1er septembre 2003
Loi n° 2002-1575 du 30/12/2002	Article 117		Pas de dépôt	Chaque année à l'ouverture de la session

Commission des Finances

2002				
Loi n° 2002-1575 du 30/12/2002	Article 128		Pas de dépôt	Avant le 30 juin 2003
2003				
Loi n° 2003-660 du 21/07/2003	Article 38	Rapport sur les conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des DOM/TOM en 2003	Rapport déposé le 01/01/2004	
Loi n° 2003-660 du 21/07/2003	Article 47		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-1311 du 30/12/2003	Article 3	relatif à la prime pour l'emploi	Rapport déposé le 01/10/2004	avant le 1er juin 2004
Loi n° 2003-1311 du 30/12/2003	Article 118		Pas de dépôt	Avant le 30 juin 2005
Loi n° 2003-1311 du 30/12/2003	Article 122	Les anciens combattants et leurs veuves agés de plus de soixante ans ayant des ressources inférieures au SMIC	Rapport déposé le 15/08/2004	avant le 1er juillet 2004
Loi n° 2003-1311 du 30/12/2003	Article 125		Pas de dépôt	avant le 30 mars 2004
Loi n° 2003-1311 du 30/12/2003	Article 127		Pas de dépôt	Chaque année avant fin juin
2004				
Loi n° 2004-804 du 09/08/2004	Article 19 Loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973, art. 1er		Pas de dépôt	Rapport sur les orientations du programme
Loi n° 2004-1484 du 30/12/2004	Article 37 division III Art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales		Pas de dépôt	Rapport au Parlement, chaque année, jusqu'en 2007, sur les incidences de l'application de ces mesures
Loi n° 2004-1484 du 30/12/2004	Article 50	Rapport au Parlement sur la mise en oeuvre de la réforme de la dotation globale de fonctionnement	Rapport déposé le 01/07/2005	Rapport avant le 30 juin 2005 sur la mise en oeuvre de la DGF
Loi n° 2004-1484 du 30/12/2004	Article 123		Pas de dépôt	Rapport en 2005 sur l'opportunité d'élargissement du Fonds d'aide à la modernisation de la presse

Commission des Finances

2004				
Loi n° 2004-1484 du 30/12/2004	Article 127		Pas de dépôt	Rapport annuel sur le financement et le fonctionnement de l'AFIT
Loi n° 2004-1484 du 30/12/2004	Article 136		Pas de dépôt	Rapport annexé au PLF 2006 sur la mise en oeuvre de l'aide pour la réalisation d'aires d'accueil aux populations itinérantes
Loi n° 2004-1485 du 30/12/2004	Article 134		Pas de dépôt	Rapport sur l'emploi des crédits
Loi n° 2004-1485 du 30/12/2004	Article 135		Pas de dépôt	Rapport sur l'emploi des crédits

Commission des Lois

1989				
Loi n° 89-462 du 06/07/1989	Article 16 alinéa 4	rapport sur l'évolution des loyers	Rapport déposé le 01/06/1997	
Loi n° 89-462 du 06/07/1989	Article 16 alinéa 4		Rapport déposé le 07/08/1995	dépôt "tous les deux ans lors de la seconde session ordinaire" juin 95, juin 97 Rapport du gouvernement au parlement
Loi n° 89-1014 du 31/12/1989	Article 17 Art. L. 411-2 du code des assurances		Rapport déposé le 09/12/1994	Rapport du Conseil national des assurances au Président de la République et au parlement : dépôt annuel
1990				
Loi n° 90-55 du 15/01/1990	Article 1 Art. L. 52-18 du code électoral	Huitième rapport d'activité 2004 de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	Rapport déposé le 01/04/2005	
Loi n° 90-55 du 15/01/1990	Article 1 Art. L. 52-18 du code électoral		Rapport déposé le 17/05/1995	Rapport au Parlement : dépôt sur le bureau des assemblées "dans l'année qui suit des élections générales auxquelles sont applicables les dispositions de l'article L. 52-4"
Loi n° 90-55 du 15/01/1990	Article 26 bis		Rapport déposé le 17/05/1995	Rapport annuel au Gouvernement et au Parlement (cf. supra, art. 1, art. L. 52-18 du code électoral)
1991				
Loi n° 91-647 du 10/07/1991	Article 78		Rapport déposé le 04/10/1995	dépôt avant le 1er juillet 1995 Rapport du gouvernement au parlement
Loi n° 91-647 du 10/07/1991	Article 78		Rapport déposé le 07/10/1993	Rapport du gouvernement au parlement : bilan de l'application de la loi sur l'aide juridique, ce rapport devait être déposé avant le 1er juillet 1993

Commission des Lois

1991				
Loi n° 91-1382 du 30/12/1991	Article 26		Rapport déposé le 25/05/1994	Rapport du gouvernement au parlement : dépôt "avant le 1er juin 1994
Loi n° 91-1383 du 31/12/1991	Article 28		Pas de dépôt	Rapport du gouvernement au parlement : dépôt du rapport : annuel
1992				
Loi n° 92-125 du 06/02/1992	Article 8		Pas de dépôt	Rapport du gouvernement au parlement : dépôt "avant le 31 décembre 1992"
Loi n° 92-125 du 06/02/1992	Article 126 alinéa 3 Art. 1648-B-I-1er du code général des impôts		Rapport déposé le 30/06/1995	dépôt en 1995 Rapport du gouvernement au parlement
Loi n° 92-190 du 26/02/1992	Article 4		Pas de dépôt	Rapport du gouvernement au parlement : dépôt "avant le 1er juin 1993, ainsi qu'un an après l'entrée en vigueur de la convention de Schengen"
1993				
Loi n° 93-122 du 29/01/1993	Article 8 Art. 26 bis de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990		Rapport déposé le 17/05/1995	Rapport au Gouvernement et au Parlement
Loi n° 93-122 du 29/01/1993	Article 29		Pas de dépôt	Rapport du gouvernement au parlement : dépôt avant le 1er septembre 1996
Loi n° 93-1027 du 24/08/1993	Article 39		Pas de dépôt	Rapport au Parlement : dépôt "avant le 31 décembre 1994"
Loi n° 93-1027 du 24/08/1993	Article 51		Pas de dépôt	Rapport au Parlement : dépôt "lors de la seconde session ordinaire"
1994				
Loi n° 94-100 du 05/02/1994	Article 20	Rapport d'activité 2004	Rapport déposé le 01/06/2005	

Commission des Lois

1995				
Loi n° 95-9 du 06/01/1995	Article 5		Rapport déposé le 21/03/1996	"Orientations" du Gouvernement : présentation au Parlement avant le 31-12-95
Loi n° 95-9 du 06/01/1995	Article 6	Rapport sur l'exécution de la loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995	Rapport déposé le 17/10/1995	Rapport du Gouvernement sur l'exécution de la loi : présentation au Parlement "pour chacune des années 1995 à 1999 et avant l'ouverture de la première session ordinaire"
Loi n° 95-9 du 06/01/1995	Article 6	Rapport du Gouvernement sur l'exécution de la loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995	Rapport déposé le 04/12/1997	Rapport du Gouvernement sur l'exécution de la loi
Loi n° 95-9 du 06/01/1995	Article 6		Rapport déposé le 17/12/1996	Rapport du Gouvernement sur l'exécution de la loi : présentation au Parlement "pour chacune des années 1995 à 1999 et avant l'ouverture de la première session ordinaire"
Loi n° 95-64 du 19/01/1995	Article 2	relatif au bilan des dispositions concernant le recrutement des magistrats exerçant à titre temporaire	Rapport déposé le 11/03/1998	Rapport du Gouvernement : présentation au Parlement "avant le 1er mars 1998"
Loi n° 95-73 du 21/01/1995	Article 32	sur l'exécution de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité	Rapport déposé le 30/09/1997	"Compte rendu" du Gouvernement : dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale et du Sénat "chaque année, avant le début de la première session ordinaire"
1996				
Loi n° 96-604 du 05/07/1996	Article 61		Pas de dépôt	présentation au Parlement d'un rapport tous les trois ans Rapport du Gouvernement
1998				
Loi n° 98-349 du 11/05/1998	Article 45	les titres de séjour des étrangers en France en 2001	Rapport déposé le 01/12/2002	
Loi n° 98-349 du 11/05/1998	Article 45	"Les titres de séjour des étrangers en France".	Rapport déposé le 01/12/1999	

Commission des Lois

1998				
Loi n° 98-349 du 11/05/1998	Article 45	les titres de séjour des étrangers en France en 1999	Rapport déposé le 01/12/2000	
Loi n° 98-349 du 11/05/1998	Article 45	Les titres de séjour des étrangers en France en 2002.	Rapport déposé le 01/07/2003	
1999				
Loi n° 99-505 du 18/06/1999	Article 1 division II		Pas de dépôt	
2000				
Loi n° 2000-196 du 06/03/2000	Article 5	rapport annuel pour 2002	Rapport déposé le 01/10/2002	
Loi n° 2000-196 du 06/03/2000	Article 5	Rapport annuel 2004 du Défenseur des enfants	Rapport déposé le 01/02/2005	
Loi n° 2000-196 du 06/03/2000	Article 5	Rapport annuel 2003 du Défenseur des Enfants au Président de la République et au Parlement	Rapport déposé le 01/02/2004	
Loi n° 2000-196 du 06/03/2000	Article 5	rapport annuel 2000 du défenseur des enfants	Rapport déposé le 01/12/2000	rapport annuel remis au Président de la République et au Parlement lors de la journée nationale des droits de l'enfant
Loi n° 2000-321 du 12/04/2000	Article 34		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-494 du 06/06/2000	Article 12	Rapport d'activité 2004 de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.	Rapport déposé le 01/04/2005	
Loi n° 2000-493 du 06/06/2000	Article 15		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-493 du 06/06/2000	Article 16		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-516 du 15/06/2000	Article 141		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-1207 du 13/12/2000	Article 9		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-1207 du 13/12/2000	Article 17 art. 21 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994		Pas de dépôt	
Loi n° 2000-1207 du 13/12/2000	Article 45		Pas de dépôt	

Commission des Lois

2000				
Loi n° 2000-1207 du 13/12/2000	Article 74		Pas de dépôt	
2001				
Loi n° 2001-1062 du 15/11/2001	Article 22		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-1062 du 15/11/2001	Article 39		Pas de dépôt	
Loi n° 2001-1062 du 15/11/2001	Article 41		Pas de dépôt	
2002				
Loi n° 2002-276 du 27/02/2002	Article 108 division 2° alinéa 5		Pas de dépôt	
Loi n° 2002-276 du 27/02/2002	Article 134 Art. L. 121-7 du code de l'environnement	Rapport annuel 2004-Commission nationale du débat public	Rapport déposé le 01/04/2005	
Loi n° 2002-276 du 27/02/2002	Article 134 Art. L. 121-7 du code de l'environnement	Rapport annuel 2003-Commission nationale du débat public	Rapport déposé le 01/04/2004	
Loi n° 2002-276 du 27/02/2002	Article 158	rapport de la commission spéciale mise en place en application de l'article 158 de la loi n° 2002-276 relative à la démocratie de proximité	Rapport déposé le 12/09/2002	Composition de la commission fixée par arrêté du 3 mai 2002 du Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie
Loi n° 2002-1094 du 29/08/2002	Article 7	sur l'exécution de la loi du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure	Rapport déposé le 01/10/2003	
Loi n° 2002-1138 du 09/09/2002	Article annexe division II alinéa D	rapport au Parlement sur la réforme de la gestion des comptes nominatifs des détenus.	Rapport déposé le 09/03/2003	
2003				
Loi n° 2003-239 du 18/03/2003	Article 31 article 22 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001.	en application de l'article 31 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure	Rapport déposé le 20/12/2003	
Loi n° 2003-239 du 18/03/2003	Article 52		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-495 du 12/06/2003	Article 10	Rapport au Parlement sur les conditions d'utilisation du produit des amendes engendrées par les infractions au code de la route.	Rapport déposé le 01/04/2005	

Commission des Lois

2003				
Loi n° 2003-495 du 12/06/2003	Article 23		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-495 du 12/06/2003	Article 25		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-591 du 02/07/2003	Article 31 division III alinéa 12 Art. L. 229-3 du code de l'environnement		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-591 du 02/07/2003	Article 37	Rapport d'application de la loi d'habilitation sur la simplification du droit	Rapport déposé le 11/08/2004	
Loi n° 2003-704 du 01/08/2003	Article 1 art. LO 1113-2 du code général des collectivités territoriales		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-1119 du 26/11/2003	Article 1 ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France	Rapport au Parlement 2004. Les orientations de la politique de l'immigration	Rapport déposé le 01/03/2005	
Loi n° 2003-1119 du 26/11/2003	Article 53 alinéa 10		Pas de dépôt	
Loi n° 2003-1119 du 26/11/2003	Article 88		Pas de dépôt	
2004				
Loi n° 2004-130 du 11/02/2004	Article 81		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-758 du 29/07/2004	Article 5 Art. L. O. 1114-4 du code général des collectivités territoriales	pris en application de l'article 5 de la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 et relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales	Rapport déposé le 30/06/2005	Au plus tard le 1er juin de la deuxième année qui suit l'année concernée.
Loi n° 2004-801 du 06/08/2004	Article 3 art 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés		Pas de dépôt	
Loi n° 2004-801 du 06/08/2004	Article 15 art 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité		Pas de dépôt	

Commission des Lois

2004				
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 44		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Parlement au cours du premier semestre 2006
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 59		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Parlement six mois avant le terme de l'expérimentation
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 70 alinéa 4		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Parlement six mois avant le terme de l'expérimentation de 4 ans
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 74 alinéa 12		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Parlement assorti des observations des collectivités concernées dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 75 art. L. 211-1 du code de l'éducation		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Parlement tous les deux ans après avis du Conseil supérieur de l'éducation, du Conseil territorial de l'éducation nationale et du Conseil national de l'enseignement agricole
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 82 division XIII alinéa 1		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Parlement avant la publication de la convention type mentionnée à l'article 104
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 82 division XIII alinéa 2		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Parlement avant la publication du décret en Conseil d'Etat fixant les modalités de transfert définitif des personnels techniciens, ouvriers et de service

Commission des Lois

2004				
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 99 division I alinéa 4		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au parlement assorti des observations des collectivités territoriales y ayant participé six mois avant le terme de l'expérimentation
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 104 art. 2 de la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement		Pas de dépôt	Rapport du Gouvernement au Parlement dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.
Loi n° 2004-809 du 13/08/2004	Article 141	Rapport du Gouvernement au Parlement sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux. 19ème rapport. Années 2001-2002-2003	Rapport déposé le 01/12/2004	
Loi n° 2004-1343 du 09/12/2004	Article 67		Pas de dépôt	Six mois après l'entrée en vigueur de la loi.
Loi n° 2004-1486 du 30/12/2004	Article 16		Pas de dépôt	